



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 28 FÉVRIER 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 28TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Club Social Luxor Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1941, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Nantel, avocat, Bella Bugeaud, fille majeure, secrétaire, et Alcide Grenon, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Encourager, organiser, conduire et administrer un club social, et voir au bien-être de ses membres;

Pouvoir le club d'une maison et autres commodités, et, généralement, accorder aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations ordinaires d'un club, et encourager les relations amicales et sociales entre ses membres, sous le nom de "Club Social Luxor Incorporé".

Les pouvoirs mentionnés plus haut n'autorisent pas le club à demander, obtenir ou exploiter la licence ou le permis ordinairement accordé par la Commission des Liqueurs de Québec, et les pouvoirs susdits n'autorisent aucun jeu de hasard quel qu'il soit.

Letters Patent

"Club Social Luxor Incorporé"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1941, incorporating as a corporation without share capital: Gérard Nantel, Advocate, Bella Bugeaud, spinster of age, Secretary, and Alcide Grenon, Accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a Social Club, and to promote the welfare of the members thereof;

To provide a club house and other conveniences, and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club, and to promote friendly and social intercourse among its members, under the name of "Club Social Luxor Incorporé".

The powers hereby mentioned do not authorize the club to ask, to obtain or to operate a license or a permit usually granted by the Quebec Liquor Commission and the above mentioned powers do not authorize any game of chance whatsoever.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq mille dollars (\$5,000).

Le siège social de la corporation sera à 3763 ouest, rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept octobre 1941.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général

465

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is five thousand dollars (\$5,000.).

The head office of the corporation will be at 3763 Notre-Dame Street, West, in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1941.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

465-o

"Jos. Renaud Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Joseph Renaud, entrepreneur, Dame Diane Dufresne, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph Renaud et dûment autorisée par ce dernier, et Joseph-Arthur-Donat Chagnon, notaire, demeurant tous trois en les cité et district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux pour construire et aménager des bâtisses publiques et privées, faire exécuter, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris les travaux publics, de voirie, et autres, sans restriction quelconque; exercer sous toutes ses formes diverses l'industrie et le commerce de marchands de pierre, brique, bois, fer, ainsi que tous les autres matériaux et nécessités de construction;

Agir comme voituriers, camionneurs, agents-voituriers et expéditeurs par terre et par eau, marchands, entreposeurs, et entreposer et hangarer des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations, sous le nom de "Jos. Renaud Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

466-o

"Jos. Renaud Limitée"

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1942, incorporating: Joseph Renaud, contractor, Dame Diane Dufresne, wife separate as to property by marriage contract of the said Joseph Renaud and duly authorized by the latter, and Joseph Arthur Donat Chagnon, notary, all three residing in the city and district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general builders and contractors for the constructing and equipping public and private buildings, to undertake the execution of, equip, improve, operate, develop, manage, conduct and control works of every description, including public works, road works and the like, with any restriction whatsoever; to carry on in all its various lines the industry and business of stone, brick, lumber and iron merchants, and dealers in any other building materials and requisites;

To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and by water, merchants, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations, under the name of "Jos. Renaud Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

466

"Kiwanis Club of Rouyn"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Nelson Pinder, agent d'assurance, Joseph-Albert Pelletier, agent de brasserie, Ira Derwin Simmons, banquier, Joseph-Sabin Thibault, marchand de bois, Francis Albert Wherry, quincailleur, Joseph-Omer Martin, entrepreneur en forage, Léon Doyon, garagiste, James Evans Box, pharmacien, David Robert Manson, gérant d'une compagnie de finances, et Albert Gower Morrison, ingénieur en mines, tous de la ville de Rouyn, district de Pontiac, province de Québec, dans les buts suivants:

Donner la primauté aux valeurs humaines et spirituelles plutôt qu'aux valeurs matérielles de la vie;

"Kiwanis Club of Rouyn"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1942, incorporating as a corporation without share capital: Nelson Pinder, Insurance Agent, Joseph-Albert Pelletier, Brewery Agent, Ira Derwin Simmons, Banker, Joseph-Sabin Thibault, Lumber Merchant, Francis Albert Wherry, Hardware Merchant, Joseph-Omer Martin, Drilling Contractor, Léon Doyon, Garage Owner, James Evans Box, Druggist, David Robert Manson, Manager Finance Co., and Albert Gower Morrison, Mining Engineer, all of the Town of Rouyn, in the District of Pontiac, Province of Quebec, for the following purposes:

To give primacy to the human and spiritual rather than to the material values of life;

Encourager dans la pratique ordinaire de la vie l'application du précepte divin : "Faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fit à vous-même", sous le nom de "Kiwanis Club of Rouyn".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, jeux de hasard, et jeux de hasard et d'adresse, et la présente corporation n'a pas le droit d'obtenir et de posséder un permis de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de vingt cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera en la ville de Rouyn, district de Pontiac, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux janvier 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

467

"Montreal Hearing Aids Bureau Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Louis de Gonzague Joubert, de la cité d'Outremont, district de Montréal, George Esplin Hodge, Joseph Ejide St-Onge, William James McNally, Edwin Alexander Stuart, tous quatre des cité et district de Montréal, et tous cinq, médecins et chirurgiens, Herschell Edward Reilley, professeur, de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, et Margaret Justina Worcester, institutrice et fille majeure, de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Aider les personnes atteintes de surdité par l'établissement et le maintien d'un bureau central pour l'examen, la démonstration et l'essai de cornets acoustiques, sous le nom de "Montreal Hearing Aids Bureau Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

468

"Paris Fur Co. Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1942, constituant en corporation: Harold Lande, avocat, Clarence Reuben Gross, avocat, et Lillian Drobner, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations générales qui consistent à manufacturer et vendre des fourrures et des produits de fourrure de toutes espèces;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, disposer ou autrement exercer le commerce desdits immeubles, sous le nom de "Paris Fur Co. Inc.", avec un capital

To encourage the daily living of the Golden Rule in all human relationships, the Golden Rule being:—"Do unto others as you would that they would do unto you.", under the name of "Kiwanis Club of Rouyn".

The powers granted to not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill and that the present corporation is not empowered to obtain and hold any license from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the corporation will be at the Town of Rouyn, in the District of Pontiac, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

467-o

"Montreal Hearing Aids Bureau Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1942, incorporating as a corporation without share capital: Louis de Gonzague Joubert, of the City of Outremont, in the District of Montreal, George Esplin Hodge, Joseph Ejide St-Onge, William James McNally, Edwin Alexander Stuart, all four of the City and District of Montreal, and all five Physicians and Surgeons, Herschell Edward Reilley, College Professor, of the Town of Montreal West, in the District of Montreal, and Margaret Justina Worcester, Teacher and spinster of the full age of majority, of the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To assist the hard of hearing by the establishment and maintenance of a central bureau for the examination, display and trial of hearing aids, under the name of "Montreal Hearing Aids Bureau Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.)

The head office of the corporation will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

468-o

"Paris Fur Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1942, incorporating: Harold Lande, Advocate, Clarence Reuben Gross, Advocate, and Lillian Drobner, Stenographer, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the general business of manufacturing and selling furs and fur products of all types;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, under the name of "Paris Fur Co. Inc.", with a total capital stock of twenty

total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 10 janvier 1942.

469 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Pats Athletic Clubs Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1942, constituant en corporation: Joseph James Harold, avocat, 5613 Queen Mary Road, Hampstead, John William Long, avocat, 34 Avenue Glencoe, Outremont, et Catherine Ellen Grace, 292 ouest, Boulevard St-Joseph, Montréal, secrétaire et fille majeure, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Encourager, organiser et conduire des jeux de hockey, football, balle au camp, lacrosse, balle au panier, boxe et autres sports et passe-temps, sous le nom de "Pats Athletic Clubs Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Rien de ce qui est contenu dans les présentes, soit dans les pouvoirs susdits ou ultérieurs, ne sera interprété comme autorisant les jeux d'argent, jeux de hasard, et jeux de hasard et d'adresse, ni autorisant la corporation à obtenir et détenir tout permis de la Commission des liqueurs de Québec.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux janvier 1942.

470 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Pearce Insurance Agencies Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize janvier 1942, constituant en corporation: William Hollister Wilson, domicilié à 4860 avenue Dornal, James Brandon O'Connor, domicilié à 1199 avenue Seymour, tous deux avocats, et John Hollister Wilson, comptable, domicilié à 1466 rue Drummond, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les affaires de courtiers d'assurances, et agir comme agents d'assurances, et représenter aucunes et toutes compagnies, firmes ou individus s'occupant d'aucune spécialité dudit commerce, et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour services rendues, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances de la province de Québec;

Faire le commerce, acheter, vendre et passer des contrats à fin de procurer et fournir toutes sortes d'appareils et dispositifs, machines et machinerie avec leurs accessoires nécessaires à la prévention des incendies, sous le nom de "Pearce Insurance Agencies Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490)

thousand dollars (\$20,000.), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.) each.

The chief place of business of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1942.

469-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Pats Athletic Clubs Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1942, incorporating: Joseph James Harold, 5613 Queen Mary Road, Hampstead, Advocate, John William Long, 34 Glencoe Avenue, Outremont, Advocate, and Catherine Ellen Grace, 292 St. Joseph Boulevard, West, Montreal, Secretary and spinster of the full age of majority, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize and conduct the games of hockey, football, baseball, lacrosse, basketball, boxing and other sports and pastimes, under the name of "Pats Athletic Clubs Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Nothing contained herein, either in the foregoing or subsequent powers, shall be construed as permitting gambling games, games of chance and games of chance and skill, nor permitting the corporation to obtain and hold any license from the Quebec Liquor Commission.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1942.

470-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Pearce Insurance Agencies Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1942, incorporating: William Hollister Wilson, residing at 4860 Dornal Avenue, James Brandon O'Connor, residing at 1199 Seymour Avenue, both Advocates, and John Hollister Wilson, Accountant, residing at 1466 Drummond street, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered, subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec;

To deal in, buy, sell and contract for the supply of, and to supply all sorts of appliances and devices, machines and machinery with their accessories dealing with or appertaining to the prevention of fire, under the name of "Pearce Insurance Agencies Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.), divided into four hundred and ninety (490)

actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seize janvier 1942.

L. DÉSILETS,

471

Assistant-procureur général.

"Restaurant Normandie, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1942, constituant en corporation: Michael Zootis, restaurateur, Mme Pata Gravori Andreanopoulos, veuve, et Jean Blais, avocat, tous trois des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, confiseurs, fournisseurs, boulangers, pâtisseries, et manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce de bonbons, confiserie, pâtisserie, tartes et friandises;

Organiser, développer, gérer, exploiter et entretenir des comptoirs pour la vente de crèmes glacées, restaurants, cafés, maisons de pension et salles de rafraîchissement, et généralement exercer le commerce de fournisseurs et restaurateurs;

Organiser, développer, gérer, exploiter et entretenir des hôtels, maisons de pension, maisons de chambres et procurer la pension, le logement et des rafraîchissements à la clientèle;

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands, commerçants et acheter, vendre et faire le commerce de cigares, cigarettes, tabac, fruits et autres victuailles, exploiter des fontaines à soda et faire le commerce de toutes sortes de breuvages rafraîchissants, sous le nom de "Restaurant Normandie, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 204 rue St-Jean, cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix janvier 1942.

L. DÉSILETS,

472

Assistant-procureur général.

"Savannah Confectionery Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1942, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irène Rubin, sténographe, fille majeure, Nathan Fish, notaire, tous trois de la cité de Montréal, et John Herschorn, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, négocier et faire le commerce de confiserie, approvisionnements de confiseur, gâteaux, aliments cuits, biscuits, bonbons, chocolats, pâtisseries, et toutes denrées, faites partiellement de sucre ou de farine, sirops, conserves, gelées, mûlasse, provisions, victuailles, sauces, marmalade, confitures, hâchis et toutes sortes de fruits et légumes en conserve et en boîte et toutes sortes de fruits et légumes séchés et toutes autres sortes de produits ou sous-produits de fruits

shares of the par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

471-o

Deputy Attorney General.

"Restaurant Normandie, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1942, incorporating: Michael Zootis, Restaurant-keeper, Mrs. Pata Gravori Andreanopoulos, widow, and Jean Blais, Lawyer, all three of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant keepers, confectioners, caterers, bakers, pastry-men, and to manufacture, buy, sell and deal generally in sweets, confectionery, pastry, pies and delicacies;

To organize, promote, conduct, operate and maintain ice cream parlours, restaurants, cafes, boarding houses and refreshment rooms, and generally to carry on the business of caterers and restaurant-keepers;

To organize, promote, operate and maintain hotels, boarding houses, lodging houses and to furnish board, lodging and refreshments to customers;

To carry on the business of manufacturers, merchants, traders and to buy, sell and deal in cigars, cigarettes, tobacco, fruit and other eatables, to operate soda-fountains and to deal in all kinds of refreshing beverages, under the name of "Restaurant Normandie, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 204 St. John Street, Quebec City, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

472-o

Deputy Attorney General.

"Savannah Confectionery Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1942, incorporating: Michael Garber, Advocate, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Advocate, Irene Rubin, Stenographer, spinster, Nathan Fish, Notary, all three of the City of Montreal, and John Herschorn, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, deal and trade in confectionery, confectioners' supplies, cakes, cooked foods, biscuits, candy, chocolates, pastry, and all goods of which sugar of flour forms a part, syrups, preserves, jellies, molasses, provisions, eatables, sauces, marmalade, jams, mince meats and all kinds of preserved and canned fruits and vegetables and all kinds of dried fruits and vegetables and all other kinds of fruit and vegetable products or by-products and grocery supplies, extracts, colours,

et légumes et approvisionnements d'épicerie, extraits, colorants, produits aromatiques et essences de toutes descriptions, et agir comme agent d'aucun manufacturier ou marchand pour l'achat, la vente et le commerce de tous effets, objets et marchandises tels qu'indiqués ci-dessus, sous le nom de "Savannah Confectionery Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix janvier 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

473

"Steamship Gear Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois février 1942, constituant en corporation: James Playfair, rentier 110 Avenue Abbott, Maude Christie, fille majeure, gérante, 107, Chemin de la Côte St-Antoine, tous deux de la cité de Westmount, et Thomas Tansey, avocat, 231 ouest, rue St-Jacques, Suite 814, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, et généralement faire le commerce d'engrenage, machinerie, outillage et matériaux de toutes sortes qui pourraient être nécessaires ou utiles dans la construction, l'installation, et/ou le fonctionnement de vaisseaux et d'avions;

Manufacturer, acheter, vendre, et autrement acquérir, exploiter, monter, réparer, faire le commerce et négoce de machines, bouilloires, outillage usine génératrice, outillage hydraulique de toute sorte; outillage électrique, minier et industriel, outils, instruments de toutes sortes, et généralement acheter, vendre, échanger, et faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles employés dans la fabrication, le fonctionnement et la réparation desdits biens, ou aucun d'iceux, sous le nom de "Steamship Gear Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 3 février 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

474

"Tardif & Saurette Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1942, constituant en corporation: René Saurette, entrepreneur-plombier, résidant au N° 1017, 4ième Avenue, Verdun, Arthur Tardif, entrepreneur-plombier, et Paul Tardif, plombier, résidant tous deux au N° 3480, Boulevard Gouin, Montréal, tous trois dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

D'exercer les fonctions de plombier, ferblantiers, entrepreneurs pour la pose d'appareils et accessoires à eau et à gaz, plombiers sanitaires, poseage d'installations et appareils de chauffage et de ventilation, tuyaux, équipements, appareils

flavour and essences of every description, and to act as agent of any manufacturer or merchant in buying, selling and dealing in all goods, wares and merchandise as above set out, under the name of "Savannah Confectionery Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

473-o

"Steamship Gear Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1942, incorporating: James Playfair, Retired, 110 Abbott Ave., Maude Christie, Spinster, Manager, 107 Côte St. Antoine Rd., both of the City of Westmount, and Thomas Tansey, Advocate, 231 St. James St. W., Suite 814, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, and generally trade in gear, machinery, equipment, and supplies of all kinds which may be required or be useful for the construction of, installation in, and/or operation of ships and aircraft;

To manufacture, buy, sell, and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in, and deal with engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining and industrial equipment, tools, implements of all kinds, and generally to buy, sell, exchange, and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture, operation, and repair of the said property, or any of same, under the name of "Steamship Gear Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

474-o

"Tardif & Saurette Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1942, incorporating: René Saurette, plumbing contractor, residing at No. 1017 4th Avenue, Verdun, Arthur Tardif, plumbing contractor and Paul Tardif, plumber, both residing at No. 3480 Boulevard Gouin, Montreal, all three in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of plumber, tinsmith, contractors for the installation of water and gas apparatus and accessories, sanitary plumbing, the laying and installing of heating and ventilating systems, pipes, equipment, apparatus

et restaurations de dispositifs pour le chauffage, la lumière le gaz ou l'aqueduc, galvaniseurs, émaillleurs, recuiteurs, électro-plaqueurs, et laqueurs, fabricants de tuiles et terra cotta, dans toutes leurs spécialités; et manufacturer et établir, aménager, maintenir et exploiter des fabriques pour la fabrication des articles et effets pour la totalité ou toute partie des industries ci-dessus mentionnées;

De manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce en général en gros et détail de calorifères, fournaies, bouilloires, lavabos, tuiles, baignoires, éviers, amiante et tous les sous-produits d'amiante, accessoires de buanderie et de toilette, citernes, tubes, tuyaux en grès, en ciment et en métal, tuyaux pour l'eau, le gaz et le drainage, appareils et dispositifs sanitaires, accessoires de plomberie et ferblanterie, outils et toutes sortes d'articles en marbre, en fer, cuivre, étain, plomb, zinc, fer blanc ou autre métal, bronzés, électroplaqués, galvanisés, émaillés, recuits, laqués ou autrement préparés et finis;

Exercer l'industrie d'entrepreneur général pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés;

Agir comme courtiers en assurances, pourvu qu'on aura obtenu, au préalable, l'autorisation du surintendant des assurances;

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Tardif & Saurette Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal-Nord, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

475-0 Assistant-procureur général.

and repairing of devices for heating, light, gas or waterworks, galvanizers, enamellers, annealers, electro-platers, and lacquerers, manufacturers of tile and terra cotta, in all lines of same; and to manufacture and establish, equip, maintain and operate factories for the manufacture of articles and wares for all or part of the industries above mentioned;

To manufacture, buy, sell, import, export, deal generally, wholesale and retail, in radiators, furnaces, boilers, wash-basins, tiles, baths, basins, sinks, asbestos and all asbestos by-products, laundry and toilet accessories, cisterns, tubes, earthen, cement and metal pipes, water, gas and drainage pipes, sanitary apparatus and devices, plumbing and tinsmiths' accessories, tools and all sorts of articles in marble, iron, copper, tin, lead, zinc, tinplate or other metal, bronzed, electroplated, galvanized, enamelled, annealed, lacquered or otherwise prepared and finished;

To carry on the industry of general contractor for the construction and equipping of public and private works;

To act as insurance brokers, provided previous consent has been obtained from the Superintendent of Insurance;

To carry on the business of a real estate company and real estate agents in all their lines, under the name of "Tardif & Saurette Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal-North, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

475 Deputy Attorney General.

"Yeshivah Merkaz Torah b'Montreal"
"Central Rabbinical Seminary of Montreal"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1942, constituant en corporation sans capital-actions: le Révérend Hirsch Cohen, rabbin, le Révérend Moses J. Wachtfogel, rabbin, et Maurice Hartt, procureur, tous des cité et district de Montréal, Abraham Raginsky, père, Hershel Wolofsky, Isaac Gold et Joel Sternthal, marchands, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Former, établir, exploiter, posséder et maintenir un centre d'instruction et d'érudition pour l'étude des humanités et de la doctrine ancienne, et plus spécialement des connaissances, culture et études hébraïques;

Établir et maintenir, acquérir, posséder, créer des centres semblables d'instruction sous sa surveillance et sa conduite;

Instruire et former des instituteurs compétents;
Former des étudiants au rabbinat;

Diriger des écoles élémentaires et supérieures pour l'enseignement religieux hébraïque, dans lesquelles pourront être donnés l'enseignement religieux ou l'éducation laïque général ou les deux à la fois;

Fonder des séminaires talmudiques pour l'enseignement supérieure de la religion hébraïque et pour la préparation de candidats au rabbinat,

"Yeshivah Merkaz Torah b'Montreal"
"Central Rabbinical Seminary of Montreal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1942, incorporating as a corporation without share capital: the Reverend Hirsch Cohen, Rabbi, the Reverend Moses J. Wachtfogel, Rabbi, and Maurice Hartt, Attorney, all of the City and District of Montreal, Abraham Raginsky, sr., Hershel Wolofsky, Isaac Gold and Joel Sternthal, Merchants, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To form, establish, operate, possess and maintain a centre of scholarship and learning for the study of the humanities and ancient lore, with particular emphasis on Hebrew learning, culture and seminary studies;

To establish and maintain, acquire, possess, create similar centres of learning under its supervision and guidance;

To form and train competent teachers;
To train students for the rabbinat;

To conduct Jewish religious schools both of elementary and high school grade, in which religious training or general secular education or both may be given;

To conduct talmudical seminaries for Jewish religious higher education and for the training of candidates for the Rabbinat, under the name

sous le nom de "Yeshivah Merkaz Torah b'Montreal"—"Central Rabbinical Seminary of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux cent mille dollars (\$200,000).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept janvier 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

476

of "Yeshivah Merkaz Torah b'Montreal"—"Central Rabbinical Seminary of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is two hundred thousand dollars (\$200,000).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

476-o

Demandes à la législature

Avis public est par les présentes donné que La Commission des écoles catholiques de Montréal, corps politique légalement constitué, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi spéciale aux fins d'être autorisée à emprunter, au moyen de bons, obligations ou autres effets négociables, une somme n'excédant pas \$700,000.00, pour combler le déficit de revenu de l'exercice 1941-1942.

Montréal, le 29 janvier, 1942.

Le président général,
ALFRED-F. LAROSE.

323-6-4-o

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation du Village de la Municipalité de L'Ange-Gardien s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de la Loi 4, George VI, chapitre 74, article 3, telle que modifiée par la Loi 5, George VI, chapitre 72, article 15, pour entr'autres, les fins suivantes: obtenir d'être incluse dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Québec, 30 janvier, 1942.

Les avocats de la requérante,
LACROIX & LAPLANTE.

325-6-4-o

La Corporation de Prêt et Revenu, de Québec, incorporée en vertu des dispositions du chapitre 251 des Statuts Refondus de la Province de Québec, (1925), maintenant le chapitre 287 des Statuts Refondus de 1941, comme société permanente de construction, donne avis, par les présentes, qu'elle présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, un bill pour les fins suivantes:

Que les mots "membre", "actionnaire", "action" et "certificat" employés dans le dit chapitre soient définis exactement; que les membres aient le privilège de souscrire et détenir des actions pour une valeur totale de cinq mille dollars et qu'il puisse être émis en leur faveur des certificats constatant leurs droits et obligations sans que ces certificats soient considérés comme des valeurs mobilières; que la Corporation ait le pouvoir d'assurer la vie de ses membres jusqu'à concurrence du montant ou de la valeur de leurs actions, et de déclarer un dividende annuel aussi bien que semestriel aux actionnaires; que le pouvoir d'obliger les membres porteurs d'actions d'appropriations à convertir celles-ci en actions permanentes lui soit enlevé; que les dispositions de la section XVI de la deuxième partie de la Loi des Compagnies de Québec ainsi que les paragraphes 1 et 2 de l'article 164 de la même loi lui soient applicables; que les obligations contractées

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that The Montreal Catholic School Commission, a politic body legally constituted, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act for the purpose of being authorized to borrow, by means of Treasury Bonds, Bonds or other negotiable instruments, an amount not exceeding \$700,000.00, to cover the deficit provided for the school year 1941-1942.

Montreal, January 29th, 1942.

ALFRED F. LAROSE,
General Chairman.

323-6-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Public notice is hereby given, that the Corporation of the Village of the Municipality of L'Ange-Gardien will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the amendment of the Act 4 George VI, chapter 74, article 3, as amended by the Act 5 George VI, chapter 72, article 15, for, amongst others, the following purposes: to obtain permission to be included in the territory subject to the Quebec City Sales' Tax.

Québec, January 30th, 1942.

LACROIX & LAPLANTE,
Advocates for Petitioner.

325-6-4

"La Corporation de Prêt et Revenu", of Quebec, incorporated under the provisions of chapter 251 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, (1925), now chapter 287 of the Revised Statutes, 1941, as a permanent Building Society, hereby gives notice that it will present to the Legislature of Quebec, at its next session, a Bill for the following purposes:

That the words "member", "shareholder", "share" and "certificate" used in the said chapter be clearly defined; that the members be entitled to subscribe and hold shares to the total value of five thousand dollars and that certificates be issued in their favour stating their rights and obligations without the said certificates being considered as movable securities; that the corporation be empowered to insure the lives of its members up to the amount or value of their shares, and to declare an annual dividend as well as a semi-annual dividend to the shareholders; that the power obliging members, holders of appropriation shares to convert them into permanent shares be withdrawn; That the provisions of section XVI of Part II of the Quebec Companies' Act as well as paragraphs 1 and 2 of article 164 of the same Act be applicable to it; that the obligations contracted by or against it, up to the sanction of the proposed Bill be respected and

par ou envers elle jusqu'à la sanction du bill projeté soient respectées et exécutées; que la phraseologie des articles 2, 5 et 39 soit modifiée tout en leur conservant le même sens et que la Corporation de Prêt & Revenu soit assujettie à toutes les dispositions du chapitre 287 susdit, ainsi amendé.

Québec, 31 janvier 1942.

Le Procureur de la Corporation
de Prêt et Revenu,
324-6-4-o HENRI-PAUL DROUIN.

carried out; that the phraseology of article 2, 5 and 39 be altered while at the same time conserving their same meaning and that "La Corporation de Prêt & Revenu" be subject to all the provisions of chapter 287 aforesaid, thus amended.

Quebec, January 31st, 1942.

HENRI PAUL DROUIN,
Attorney for La Corporation de
Prêt et Revenu.

Canada, Province de Québec, District des
Trois-Rivières.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-
Rivières.

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

AVIS DE PÉTITION

PETITION

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi amendant ou abrogeant certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes de la Province de Québec, de la Charte de la Cité des Trois-Rivières et des autres lois concernées aux fins:

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending or repealing certain provisions of the Cities' and Towns' Act of the Province of Quebec, the charter of the City of Trois-Rivières and for other Acts respecting the following:

a) de pourvoir à l'établissement du système d'administration de la dite Corporation par un gérant;

a) to provide the establishment of the administration system of the said Corporation by a manager;

b) d'autoriser l'imposition de certaines taxes;

b) to authorize the levying of certain taxes;

c) de modifier les conditions requises pour le paiement des pensions de retraite aux officiers et employés;

c) to amend to conditions required for the payment of retirement pensions to officers and employees;

d) de ratifier certaines ententes avec les compagnies au sujet de l'évaluation de leurs immeubles et du paiement des taxes imposées sur lesdits immeubles;

d) to ratify certain agreements with companies subject to the valuation of their immovables and the payment of taxes levied on the said immovables;

e) de pourvoir au paiement des taxes par les propriétaires contestant les rôles d'évaluation et de perception de la Cité;

e) to provide for the payment of taxes by proprietors contesting the valuation and collection rolls of the City;

f) de déterminer les limites de la Cité;

f) to determine the limits of the City;

g) d'exempter de taxes la propriété dite "Maison Martel";

g) to exempt from taxes the property known as "Maison Martel";

h) de ratifier certaines résolutions concernant l'engagement ou le congédiement d'officiers ou employés municipaux et la redistribution des différentes fonctions dans l'administration municipale.

h) to ratify certain resolutions concerning the hiring or dismissing of municipal officers or employees and the redistribution of various duties in the municipal administration.

Trois-Rivières, le 29 janvier 1942.

Trois-Rivières, January 29, 1942.

Le procureur de la cité,
327-6-4-o JEAN-MARIE BUREAU.

JEAN-MARIE BUREAU,
Attorney for City.

Avis public est, par les présentes donné que la Ville de Saint-Jérôme, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège sociale dans la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de:

Public notice is hereby given that the Town of St. Jerome, a municipal corporation having its chief place of business in the town of St. Jerome in the County of Terrebonne, will appeal to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes:

1. Ratifier la vente par la Ville de son entrepôt municipal à Laurentian Textile Company Limited;

1. The confirmation of a sale by the Town of its municipal warehouse to the Laurentian Textile Company Limited;

2. Autoriser la Ville, par règlement ne requérant que l'approbation du ministre des Affaires municipales, à emprunter \$17,821.59 pour payer le solde du coût de la construction du dit entrepôt;

2. To authorize the Town, by a by-law requiring only the approval of the minister of the Municipal Affairs, to borrow \$17,821.59 to pay the balance of the cost of the construction of the said warehouse;

3. Autoriser la municipalisation des égouts et la répartition du coût pour ce faire, sur tous les immeubles imposables de la ville;

3. To authorize the municipalization of the sewers and to assess the costs to do so, on all the taxable immovables of the Town;

4. Autoriser à répartir le coût de la construction, de la reconstruction, de la réparation et de l'entretien des égouts, à l'avenir, sur tous les immeubles imposables de la ville;

4. To authorize the assessment of the cost of construction, reconstruction, repair and upkeep of the sewers, in the future, on all the taxable immovables of the Town;

5. Autoriser la Ville à voter ses crédits à sa première assemblée générale ou spéciale du mois de janvier de chaque année;

6. Autoriser la Ville à passer un règlement de fermeture à bonne heure de tous les endroits commerciaux dans la ville, excepté ceux licenciés en vertu de la loi des liqueurs alcooliques de Québec.

Saint-Jérôme, ce 2 février 1942.

Le procureur de la Ville de Saint-Jérôme,
332-6-4-o CAMILLE L. de MARTIGNY.

5. To authorize the Town to vote its budget at the first general or special meeting of the month of January of each year;

6. To authorize the Town to pass a by-law respecting the early closing of all commercial enterprises in the Town, except those licensed according to the Quebec Liquor Act.

St. Jerome, February the 2nd, 1942.

CAMILLE L. de MARTIGNY,
332-6-4-o Attorney of the Town of St. Jerome.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est, par les présentes, donné que Albani Boudrias des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour être admis à la pratique de la chirurgie dentaire après avoir subi les examens prévus par les règlements du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Québec, 2 février, 1942.

Les avocats du requérant,
333-6-4-o LACROIX & LAPLANTE.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Public notice is hereby given that Albani Boudrias of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to be admitted to the practice of dental surgery, after having passed the examinations prescribed by the By-Laws of the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec.

Quebec, February 2, 1942.

LACROIX & LAPLANTE,
333-6-4 Advocates for petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Corporation des Techniciens de la Province de Québec, (Corporation of Technicians of the Province of Quebec), s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement sa charte de manière à lui permettre d'octroyer à ses membres le titre de: "Technicien Industriel" aux conditions respectives ci-après énumérées: d'en être membre en règle, de posséder une expérience d'au moins cinq années reconnue par la Corporation ou ses représentants; d'être accepté par un jury dont la nomination et les pouvoirs seront statué par les règlements de la Corporation, et de se conformer à toutes autres conditions que pourrait poser la Corporation; d'être autorisée à établir des pénalités en cas d'usurpation de ce titre par qui que ce soit; et pour d'autres fins.

Le procureur de la Corporation des
Techniciens de la Province de Québec,
334-6-4-o YVES LEDUC.

Notice is hereby given that the Corporation of Technicians of the Province of Quebec (Corporation des Techniciens de la Province de Québec), will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter so as to permit it to bestow on its members the title of: "Industrial Technician" under the respective conditions hereinafter enumerated: one must be a member in good standing, have at least five years experience recognized by the Corporation or its members; be accepted by a jury whose nomination and powers shall be enacted by the By-Laws of the Corporation, and comply with all other conditions which the corporation may impose; be authorized to establish penalties in the case of usurpation of this title by anyone whomsoever; and for other purposes.

YVES LEDUC,
334-6-4 Attorney for the Corporation of Technicians of the Province of Quebec.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: mode d'administration; services municipaux; soumissions; majorités du conseil pour l'adoption de certaines mesures; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; élections; droit de vote; règlements; budgets; dépenses capitales; vente à l'enchère d'immeubles appartenant à la cité; taux de la contribution foncière; finance; emprunts; fonds de roulement; taxes; exemptions de taxes; taxe d'affaires; taxe de l'eau; permis (licences); taxe de vente; impôt sur le revenu; rôles d'évaluation; délai pour plaintes; rôles de contribution foncière; rôles d'améliorations locales; estimation des immeubles; lignes homologuées; pavages; égouts; trottoirs; expropriations; tuyaux à l'eau; conduites souterraines; réclamations; approvisionnement d'électricité; compagnies d'assurance; bâtiments rasés par l'incendie, etc.; délai pour paiement de taxes d'améliorations locales; contribution des gouvernements re tra-

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: system of administration; municipal departments; tenders; majorities of Council for the adoption of certain measures; powers of the Executive Committee and of the Council; elections; right to vote; by-laws; budgets; capital expenditures; sale by auction of immovables belonging to the City; rate of real estate tax; finances; loans; working capital; taxes; tax exemptions; business tax; water tax; permits (licenses); sales tax; income tax; valuation rolls; delay for complaints; real estate assessment rolls; local improvement rolls; valuation of immovables; homologated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; claims; supply of electric power; insurance companies; buildings destroyed by fire, etc.; delay for payment of local improvement taxes; contributions by Governments re local improvements; sale of property for taxes; safety valves re sewers; pension fund of employees

vaux d'améliorations locales; vente d'immeubles pour taxes; soupapes de sûreté re égouts; fond de pension des employés de la Commission des services électriques; fourniture d'eau à certaines municipalités et aux contribuables etc. de ces municipalités; droit de propriété de certaines municipalités à parties du boulevard Pie IX, à certaines conditions; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de ville,
Montréal, 7 février 1942.

Le greffier de la Cité,
J.-ÉTIENNE GAUTHIER.

339-6-4-o

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de St-Maurice s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour confirmer et ratifier une résolution adoptée le 30 juillet 1941 par les dits Commissaires d'écoles, la dite résolution décrétant que, durant la présente guerre et durant les dix années qui suivront celle-ci, la nouvelle usine à être construite par Aluminum Company of Canada, Limited, dans la municipalité de Shawinigan Falls, pour les besoins de la défense nationale, ne soit imposée, en ce qui concerne les cotisations scolaires qu'à l'égard des machineries et de leurs accessoires en opération, en sus de l'imposition des terrains, bâtiments et autres constructions.

Shawinigan Falls, 2 février, 1942.

Les procureurs des Requérants,
DÉSILETS ET DESHAIES.

340-6-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi:

1.—Pour confirmer et ratifier une résolution adoptée le 2 juillet 1941 par le conseil de la Cité de Shawinigan Falls, la dite résolution décrétant que, durant la présente guerre et durant les dix années qui suivront celle-ci, la nouvelle usine à être construite par Aluminum Company of Canada, Limited, dans la municipalité de Shawinigan Falls, pour les besoins de la défense nationale, ne soit évaluée et imposée qu'à l'égard des machineries et de leurs accessoires en opération, en sus de l'évaluation et de l'imposition des terrains, bâtiments et autres constructions.

2.—Pour confirmer et ratifier le règlement numéro 434 de la Cité de Shawinigan Falls, adopté par le conseil de la dite Cité le 8 août 1941, concernant l'imposition des biens de Canadian Resins & Chemicals Limited.

Shawinigan Falls, 2 février, 1942.

Les procureurs de la Requérante,
DÉSILETS ET DESHAIES.

341-6-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que The Royal Trust Company s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à remplacer les exécuteurs testamentaires actuels de feu l'Honorable Sénateur Fiset, en son vivant de la ville de Rimouski, avec pouvoir de leur donner quittance, de vendre les biens meubles immeubles, de distribuer certains revenus et généralement d'administrer les dits biens jusqu'au partage, avec faculté de se faire remplacer

of Electrical Commission; supply of water to certain municipalities and to ratepayers, etc. of these municipalities; property rights of certain municipalities in parts of Pie IX boulevard, on certain conditions; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, February 7th 1942.

J. ÉTIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

339-6-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Shawinigan Falls in the county of St-Maurice will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act in order to confirm and ratify a resolution adopted on July 30th 1941 by the said School Commissioners, said resolution enacting that, during the present war and during the ten years following said war, the new plant to be erected by Aluminum Company of Canada, Limited, in the municipality of Shawinigan Falls, for the needs of National Defence, be assessed, for school taxes, only as concerns the machinery and accessories in operation, over and above the valuation and assessment of lands, buildings and other structures.

Shawinigan Falls, February 2nd, 1942.

DÉSILETS AND DESHAIES,
Attorneys for the Petitioners.

340-6-4-o

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act in order:

1.—To confirm and ratify a resolution adopted on July 2nd 1941 by the Council of the City of Shawinigan Falls, said resolution enacting that, during the present war and during the ten years following said war, the new plant to be erected by Aluminum Company of Canada, Limited, in the municipality of Shawinigan Falls, for the needs of National Defence, be valued and assessed only concerning the machinery and accessories in operation, over and above the valuation and assessment of lands, buildings and other structures.

2.—To confirm and ratify by-law number 434 of the City of Shawinigan Falls, adopted by the Council of the said City on the 8th of August 1941, concerning the assessment of the property of Canadian Resins & Chemicals Limited.

Shawinigan Falls, February 2nd, 1942.

DÉSILETS AND DESHAIES,
Attorneys for the Petitioner.

341-6-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that The Royal Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a law for the purpose of being authorized to replace the actual testamentary executors of the Late Honourable J. B. R. Fiset, Senator, in his lifetime of the Town of Rimouski, with power to give a discharge to said Executors, sell the movable and immovable property, divide certain revenues, and generally administer the said Estate until its partition, with provisions

par une autre compagnie de fiducie et pour autres fins accessoires.

Québec, 2 février 1942.

Le procureur,

GUY HUDON.

355-6-4-o

for its replacement by another Trust Company, and for other incidental purposes.

Quebec, February 2nd, 1942.

GUY HUDON,

Attorney.

Avis est par les présentes donné que la cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature lors de sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

1. Imposer une taxe spéciale dite "taxe de vente" dans les Cités et Villes de Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Ville-Racine, Saguenayville, Port-Alfred, Bagotville et les corporations Municipales de St-Alexis, Rivière du Moulin, Ste-Anne, Paroisse de Chicoutimi, Paroisse de Jonquière, Paroisse de St-Alphonse, Paroisse de St-Alexis.

2. Amender la Loi 20 Geo. V, chap. 118 en retranchant la 2ième partie du paragraphe 1er de l'article 10.

3. Modifier la Loi des cités et villes pour ladite Cité sur les matières suivantes:—amender l'article 526 de ladite Loi en augmentant le maximum ainsi qu'une taxe sur les services d'utilité publiques, accorder un escompte sur les taxes; réglementer les nuisances, les enseignes-réclames; le droit de vote des locataires; imposer une taxe spéciale sur les bicycles, pour l'enlèvement des vidanges, de la neige, nettoyer les rues, pour répartir le coût de construction et d'amélioration du système d'aqueduc ou d'égoût en tout ou en partie sur les immeubles qui en bénéficieront; et autres fins.

Chicoutimi, 4 février 1942.

Le procureur de la Requérante,

J.-C. GAGNÉ.

356-6-4-o

Avis public est, par le présent donné, que mademoiselle Marguerite L. Redmond et Charles James Redmond s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant l'exécuteur des dernières volontés et testament de feu James Redmond, en son vivant de la cité de Montréal, et lui donnant instructions de leur payer le surplus des revenus nets de la succession dudit James Redmond accrûs après le quatorze février, mil neuf cent quarante et un.

Montréal, le 5 février 1942.

Les procureurs des requérants,

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON ET

HOWARD.

360-6-4

Avis public est, par les présentes, donné que Belleterre Quebec Mines Ltd., compagnie ayant son bureau chef à Belleterre, Benjamin H. Budgeon, ingénieur-minier, Léonard Lemire, contremaître, E. Roméo Desjardins, gérant, Armand Boutet, assistant-surintendant, Duncan Larouche, menuisier, et Basil E. Milberry, contremaître, tous demeurant à Belleterre dans le canton de Guillet, comté de Témiscamingue, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville un certain territoire des cantons de Guillet et de Blondeau, sous le nom de "Ville de Belleterre".

Québec, le 12 février 1942.

Le procureur des requérants,

FRÉDÉRIC HÉBERT.

388-7-4-o

CITÉ DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné en addition à celui publié dans la Gazette officielle de

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature at its next session for the passing of an Act for the following special purposes:

1. To levy a special tax called "sales' tax" in the cities and towns of Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Ville-Racine, Saguenayville, Port-Alfred, Bagotville and the Municipal Corporations of St-Alexis, Rivière du Moulin, Ste-Anne, Parish of Chicoutimi, Parish of Jonquière, Parish of St-Alphonse, Parish of St-Alexis.

2. To amend the Act 20 Geo. V, chap. 118 by deleting the 2nd part of the 1st paragraph of article 10.

3. To amend the Cities' and Towns' Act for the said City with regard to the following matters: to amend article 526 of the said Act by increasing the maximum as well as a tax on public service utilities, to grant a discount on taxes; to make regulations with regard to nuisances and bill-boards; the tenants' right to vote; to impose a special tax on bicycles, garbage and snow removal, cleaning of streets, to divide the cost of the building and improving of the waterworks and sewerage system in whole or in part on the immovables which derive a benefit therefrom; and for other purposes.

Chicoutimi, February 4, 1942.

J. C. GAGNÉ,

Attorney for petitioner.

356-6-4

Public notice is hereby given that Miss Marguerite L. Redmond and Charles James Redmond will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act authorizing and directing the executor under the last will and testament of the late James Redmond, in his lifetime of the City of Montreal, to pay to them the surplus net revenues of the estate of the said late James Redmond accruing after February fourteen nineteen hundred and forty-one.

Montreal, February 5, 1942.

MONTGOMERY, McMICHAEL,

COMMON AND HOWARD,

Solicitors for Applicants.

360-6-4-o

Public notice is hereby given that Belleterre Quebec Mines Ltd., a company having its head office at Belleterre, Benjamin H. Budgeon, mining engineer, Léonard Lemire, foreman, E. Roméo Desjardins, manager, Armand Boutet, assistant superintendent, Duncan Larouche, joiner, and Basil E. Milberry, foreman, all residing at Belleterre in the Township of Guillet, County of Témiscamingue, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating a certain territory of the Townships of Guillet and of Blondeau into a Town Municipality, under the name of "Town of Belleterre".

Quebec, February 12, 1942.

FRÉDÉRIC HÉBERT,

Attorney for petitioners.

388-7-4

CITY OF QUEBEC

Public notice is hereby given in addition to that published in the Quebec Official Gazette, No.

Québec, N° 4, volume 74, page 446, le 24 janvier 1942, que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à ses actes d'incorporation, et notamment: Pour accorder des exemptions de taxes sur toutes propriétés occupées gratuitement par le Gouvernement fédéral pour fins de guerre; pour amender l'article 535 de la loi 19 Geo. V, chap. 95, relativement à l'avis que doivent donner à la Cité les victimes d'accidents et les réclamants pour dommages causés à un automobile; pour amender la loi 19 Geo. V, chap. 95, en ajoutant à la juridiction de la Cour du Recorder, et tous autres amendements concernant la bonne administration de la Cité de Québec.

Québec, 30 janvier, 1942.

Les procureurs de la Cité de Québec,

BENOIT PELLETIER

342-6-4-0

ET ERNEST GODBOUT.

Avis est par les présentes donné que la Ville de Saint-Joseph d'Alma, s'adressera à la Législature, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi spéciale aux fins suivantes: "Imposer et prélever une taxe spéciale dite "taxe de vente" dans les limites de la Ville de Saint-Joseph d'Alma; et autres fins."

Saint-Joseph d'Alma, 12 février 1942.

Le procureur de la Requête, J.-V. TREMBLAY, avocat.

432-8-4-0

CORPORATION DU VILLAGE DE PRINCEVILLE

ET

COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE STANFOLD.

Avis public, par les présentes, est donné que la Corporation du Village de Princeville et les Commissaires d'Écoles de Stanfold s'adresseront à la Législature de Québec pour demander l'adoption d'une loi aux fins de fixer l'évaluation municipale et scolaire de certains immeubles.

Victoriaville, le 13 février 1942.

Le procureur des Requérants,

GERMAIN LACOURCIÈRE.

436-8-4-0

Avis est par les présentes donné que la Ville d'East-Angus demandera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session d'adopter une loi dans le but de ratifier et continuer une certaine entente avec la Brompton Pulp & Paper Company Limited au sujet de l'évaluation de ses immeubles employés pour fin industrielle seulement et du paiement des taxes imposées sur les dits immeubles.

Sherbrooke, ce 16 février, 1942.

Les procureurs de la Ville d'East-Angus,

437-8-4-0

PANNETON & BOISVERT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est, par le présent, donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa première session de 1942, à l'effet de modifier les dernières volontés et testament de feu James McCready et obtenir une législation subséquente y ayant trait, pour une aide ultérieure aux petits-neveux et petites-nièces dudit feu James McCready, ses légataires universels, actuellement vivants.

Montréal, le 17 février 1942.

Les procureurs des requérants,

COONAN & PLIMSOLL.

441-8-4

4, volume 74, Page 446, of the 24th January, 1942, that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its acts of incorporation, and particularly: To grant exemptions of taxes on any properties occupied gratuitously by the Federal Government for War purposes; to amend article 535 of the Act 19 Geo. V, chap. 95, respecting the notice which must be given to the City by victims of accidents and those claiming damages to an automobile; to amend the Act 19 Geo. V, Chap. 95, by adding to the jurisdiction of the Recorder's Court, and any other amendments concerning the good management of the City of Quebec.

Quebec, January 30, 1942.

BENOIT PELLETIER

AND ERNEST GODBOUT,

342-6-4

Attorneys for City of Quebec.

Notice is hereby given that the Town of Saint-Joseph d'Alma, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of a Special Act for the following purposes: to impose and levy a special tax called "Sales' Tax" within the limits of the Town of Saint-Joseph d'Alma; and for other purposes.

Saint-Joseph d'Alma, February 12, 1942.

J. V. TREMBLAY, Advocate,

432-8-4

Attorney for petitioner.

CORPORATION OF THE VILLAGE OF PRINCEVILLE

AND

SCHOOL COMMISSIONERS OF STANFOLD.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Princeville and the School Commissioners of Stanfold will apply to the Legislature of Quebec, for the passing of a bill, to fix the valuation of certain immovables for municipal and school purposes.

Victoriaville, February 13th, 1942.

GERMAIN LACOURCIÈRE,

436-8-4-0

Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that the Town of East-Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to adopt a law respecting the ratification and continuation of a certain agreement with the Brompton Pulp & Paper Company Limited concerning the valuation of their real estate used for industrial purposes only and the payment of taxes levied on the said real estate.

Sherbrooke, February 16th, 1942.

PANNETON & BOISVERT,

437-8-4-0

Attorneys for the Town of East-Angus.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that application to the Legislature of the Province of Quebec will be made at the first Session of 1942 to modify the Last Will and Testament of the late James McCready and subsequent legislation dealing therewith, for the further relief of the grand-nephews and the grand-nieces of the said late James McCready, his universal legatees, presently alive.

Montreal, February 17th, 1942.

COONAN & PLIMSOLL,

441-8-4-0

Attorneys for the Applicants.

Avis public est par les présentes donné que L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde, corporation ayant son siège social à Huberdeau, dans le district de Terrebonne, Frère Gaudence (François Taelemans) du Lac Sergent, Comté de Portneuf, Frère Michel (Joseph DeBecker) et Frère Marcellin (Joseph Van den Heuvel), tous deux d'Huberdeau, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi confirmant l'état corporatif dudit Institut, la constitution et les pouvoirs de son bureau de direction.

Montréal, le 18 février 1942.

Les procureurs des requérants,
452-8-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Public notice is hereby given that L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde, a corporation having its head office at Huberdeau in the District of Terrebonne, Brother Gaudence (François Taelemans) of Lac Sergent, County of Portneuf, Brother Michel (Joseph DeBecker) and Brother Marcellin (Joseph Van den Heuvel) both of Huberdeau, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act confirming the corporate status of the said corporation, the constitution and powers of its Board of Directors.

Montreal, February 18th, 1942.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
452-8-4-o Attorneys for Petitioners.

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 204141 des dossiers.

Avis est ici donné, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure séante à Montréal, rendu le 9ème jour de février 1942, par l'honorable juge E. Fabre-Surveyer, dans une cause ou HÉRVÉ AUCLAIR, contremaître du département de la Voirie de la Province, domicilié à Saint-Christophe, district de Montréal, est Demandeur; contre ALMA DAGENAIS, bourgeois, de la paroisse de St-Martin, district de Montréal, PRIMAT DAGENAIS, HERMAS DAGENAIS, EDOUARD DAGENAIS, de St-Elzéar, district de Montréal, ALMA DAGENAIS, HÉRVÉ DAGENAIS, de St-Elzéar, district de Montréal, ANTONIO DAGENAIS et JULES DAGENAIS de St-Vincent de Paul, district de Montréal, YVONNE DAGENAIS, AMÉLIA DAGENAIS, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, de la paroisse de St-Elzéar, district de Montréal, DELPHINA DAGENAIS veuve non remariée de Pascal Gagnon, en son vivant cultivateur de la paroisse de St-Léonard de Port-Maurice, GRAZIELLA BEAULIEU, religieuse, Sœur Ste-Rosalie et FORTUNATE BEAULIEU, religieuse, Sœur St-Mauril, de la Congrégation des Sœurs de Ste-Croix, respectivement de Montréal et de Varennes, district de Richelieu, ROMÉO BEAULIEU, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, ANTONIA BEAULIEU, ÉVA BEAULIEU et LYDIA BEAULIEU, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, district de Montréal, HÉRVÉ DAGENAIS, cultivateur de la paroisse de St-Vincent de Paul, district de Montréal, ÉMILE DAGENAIS, HENRI DAGENAIS, BERTHA DAGENAIS, LAURE DAGENAIS, ÉTHEL DAGENAIS, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, IRÈNE DAGENAIS, épouse de ELMIRA BOILEAU et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la ville de Laval des Rapides, district de Montréal, et DOLORES DAGENAIS, épouse de FÉLIX GOYER, bourgeois de la cité et du district de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ARMAND DAGENAIS, cultivateur de la paroisse de St-Elzéar, district de Montréal, BEATRICE DAGENAIS, épouse de PIERRE ROBIN, cultivateur, de St-Vincent de Paul, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, EMMA DAGENAIS, épouse de ALEXIS LAROCQUE, employé civil, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, GÉRARD LAPIERRE, RENE LAPIERRE, JEAN LAPIERRE et MARIO LAPIERRE, SOLANGE LAPIERRE,

Sales by Licitiation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 204141 of the records.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, rendered on the 9th day of February 1942 by the Honourable Justice E. Fabre-Surveyer, in a cause wherein HÉRVÉ AUCLAIR, foreman of the Department of Roads of the Province, domiciled at St. Christophe, District of Montreal, is Plaintiff; against ALMA DAGENAIS, gentleman, of the Parish of St. Martin, District of Montreal, PRIMAT DAGENAIS, HERMAS DAGENAIS, EDOUARD DAGENAIS, of St. Elzéar, District of Montreal, ALMA DAGENAIS, HERVE DAGENAIS, of St. Elzéar, District of Montreal, ANTONIO DAGENAIS and JULES DAGENAIS, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, YVONNE DAGENAIS, AMÉLIA DAGENAIS, both spinsters of full age, of the Parish of St. Elzéar, District of Montreal, DELPHINA DAGENAIS, unmarried widow of Pascal Gagnon, in his lifetime farmer of the Parish of St. Leonard de Port-Maurice, GRAZIELLA BEAULIEU, a nun, Sister St. Rosalia, and FORTUNATE BEAULIEU, a nun, Sister St-Mauril, of the Congregation of the Sisters of the Holy Cross, respectively of Montreal and Varennes, District of Richelieu, ROMÉO BEAULIEU, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, ANTONIA BEAULIEU, EVA BEAULIEU and LYDIA BEAULIEU, all three spinsters of full age, of Montreal, District of Montreal, HERVE DAGENAIS, farmer, of the Parish of St. Vincent de Paul, District of Montreal, EMILE DAGENAIS, HENRI DAGENAIS, BERTHA DAGENAIS, LAURE DAGENAIS, ETHEL DAGENAIS, all three spinsters of full age, IRENE DAGENAIS, wife of ELMIRA BOILEAU and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all of the town of Laval des Rapides, District of Montreal, and DOLORES DAGENAIS, wife of FÉLIX GOYER, gentleman, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ARMAND DAGENAIS, farmer, of the Parish of St. Elzéar, District of Montreal, BEATRICE DAGENAIS, wife of PIERRE ROBIN, farmer, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, EMMA DAGENAIS, wife of ALEXIS LAROCQUE, civil employee, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, GÉRARD LAPIERRE, RENE LAPIERRE, JEAN LAPIERRE and MARIO LAPIERRE, SOLANGE LAPIERRE, spinster of full age, all of the city of Montreal, District of Montreal, and MARGUE-

fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, et MARGUERITE LAPIERRE, épouse de DANIEL LYSOTTE, chauffeur, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins présentes, ZEPHIRIN DAGENAIS, ANNIE DAGENAIS, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de St-Martin, district de Montréal, MARY DAGENAIS, veuve non remariée de Philémon Ouimet, de St-Vincent de Paul, district de Montréal, WILLIE DAGENAIS, journaliste des cité et district de Montréal, ZEPHIRIN GAUTHIER, avocat, des cité et district de Montréal, ANNA GAUTHIER, épouse de ARTHUR FORTIN, bourgeois, de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, JOSEPH GAUTHIER, cultivateur de St-Martin, district de Montréal, ROLAND GAUTHIER, électricien, des cité et district de Montréal, DÉLIA GAUTHIER, épouse de ERNEST LABELLÉ, de la paroisse de St-Augustin, district de Terrebonne, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, RITA GAUTHIER, épouse de ROLAND THERRIEN, commis de banque, de St-Vincent de Paul, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ARTHUR GAUTHIER, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, DIANA GAUTHIER, épouse de CHARLES RENAUD, cultivateur, de St-Eustache, district de Terrebonne, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, LÉOPOLD DUMOULIN, OLIVAS DUMOULIN, ALBERT DUMOULIN et JULIETTE DUMOULIN, fille majeure et usant de ses droits tous des cité et district de Montréal, ARTHUR BIGRAS, AIMÉ BIGRAS et LÉA BIGRAS, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, ESPÉRIE GAUTHIER, épouse de RÉNÉ GAUTHIER, entrepreneur, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, IMELDA GAUTHIER et BELLA GAUTHIER toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, de St-Martin, district de Montréal, MAGLOIRE AUCLAIR et HENRI AUCLAIR, tous deux cultivateurs de St-Vincent de Paul, district de Montréal, AURORE DUBREUIL, veuve non remariée de Hector Auclair, en son vivant commerçant des cité et district de Montréal, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure MARIE PAULE AUCLAIR, GÉRARD AUCLAIR et GEORGES AUCLAIR, tous deux des cité et district de Montréal, AURORE AUCLAIR, épouse de ALDÉRIC DAGENAIS, cultivateur, de St-Léonard de Port-Maurice, district de Montréal, et ce dernier, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, BERTHA AUCLAIR, épouse de ADELARD GUY, cultivateur, de St-Vincent de Paul, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, du district de Montréal, AURÉLIA AUCLAIR, épouse de ARMAND LACASSE, entrepreneur-charretier, de St-Christophe, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, NAPOLÉON SAURIOL, bourgeois, des cité et district de Montréal, ALBERT SAURIOL, cultivateur de St-Vincent de Paul, district de Montréal, GEORGINE SAURIOL, épouse de ALBERT LEFEBVRE, employé civil, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, BÉATRICE SAURIOL, épouse de JOSEPH CLÉROUX, cultivateur, de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ALBERTINE SAURIOL, épouse de ANTHIME DUPLESSIS, cultiva-

RITE LAPIERRE, wife of DANIEL LYSOTTE, fireman, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ZEPHIRIN DAGENAIS, ANNIE DAGENAIS, spinster of full age, both of St. Martin, District of Montreal, MARY DAGENAIS, unmarried widow of Philémon Ouimet, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, WILLIE DAGENAIS, laborer, of the City and District of Montreal, ZEPHIRIN GAUTHIER, advocate, of the City and District of Montreal, ANNA GAUTHIER, wife of ARTHUR FORTIN, gentleman, of St. Martin, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, JOSEPH GAUTHIER, farmer, of St. Martin, District of Montreal, ROLAND GAUTHIER, electrician, of the City and District of Montreal, DELIA GAUTHIER, wife of ERNEST LABELLÉ, of the Parish of St. Augustin, District of Terrebonne, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, RITA GAUTHIER, wife of ROLAND THERRIEN, bank clerk, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ARTHUR GAUTHIER, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, DIANA GAUTHIER, wife of CHARLES RENAUD, farmer, of St. Eustache, District of Terrebonne, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, LEOPOLD DUMOULIN, OLIVAS DUMOULIN, ALBERT DUMOULIN and JULIETTE DUMOULIN, spinster of full age, all of the City and District of Montreal, ARTHUR BIGRAS, AIME BIGRAS and LEA BIGRAS, spinster of full age, all of the City and District of Montreal, ESPÉRIE GAUTHIER, wife of RENE GAUTHIER, contractor, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, IMELDA GAUTHIER and BELLA GAUTHIER, both spinster of full age, of St. Martin, District of Montreal, MAGLOIRE AUCLAIR and HENRI AUCLAIR, both farmers, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, AURORE DUBREUIL, unmarried widow of Hector Auclair, in his lifetime trader, of the City and District of Montreal, in her quality of tutrix to her minor daughter, MARIE-PAULE AUCLAIR, GERARD AUCLAIR, and GEORGES AUCLAIR, both of the City and District of Montreal, AURORE AUCLAIR, wife of ALDÉRIC DAGENAIS, farmer, of St. Leonard de Port-Maurice, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, BERTHA AUCLAIR, wife of ADELARD GUY, farmer, of St. Vincent de Paul, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, of the District of Montreal, AURELIA AUCLAIR, wife of ARMAND LACASSE, contracting carter, of St. Christophe, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, NAPOLEON SAURIOL, gentleman, of the City and District of Montreal, ALBERT SAURIOL, farmer, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, GEORGINE SAURIOL, wife of ALBERT LEFEBVRE, civil employee, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, BEATRICE SAURIOL, wife of JOSEPH CLÉROUX, farmer, of St. Martin, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ALBERTINE SAURIOL, wife of ANTHIME DUPLESSIS, farmer, of St. Martin, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, AURORE FAUTEUX, wife of FRANK LAVERRIERE, commercial traveler, of the City and District of Montreal,

teur, de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, AURORA FAUTEUX, épouse de FRANK LAVERRIERE, commis-voyageur, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, PAMELIA FAUTEUX, veuve non remariée de Elzéar Montpetit, en son vivant marchand, des cité et district de Montréal, GABRIELLE FAUTEUX, épouse de GEORGES LUSSIER, employé civil, de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, REGINA FAUTEUX, épouse de JOSEPH BAILLARGEON, commis, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ANTONIO FAUTEUX et GRAZIELLA FAUTEUX, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, des cité et district de Montréal, ANTOINETTE BRUNET, épouse de ZÉPHIRIN GAUTHIER, avocat, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, OVIDE BRUNET, ARMAND BRUNET, ORIGENE BRUNET, tant personnellement que comme cessionnaire des droits successifs de ZÉPHIRIN GAUTHIER, avocat de Montréal, un des autres héritiers des donateurs par représentation de sa mère, feu JULIE DAGENAIS, JULIETTE BRUNET et GABRIELLE BRUNET, tous deux filles majeures et usant de leurs droits tous des cité et district de Montréal, ALMA VERDON, cultivateur de la paroisse de Ste-Rose, district de Montréal, AURORA VERDON, épouse de AURELE VALIQUETTE, bourgeois, de la ville de Ste-Rose, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, BLANCHE VERDON, épouse de ARISTIDE CLOUTIER, jardinier de Ste-Rose, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, NOEL GABOURY, de St-Martin, district de Montréal, et son conseil judiciaire Me Eugène Poirier, notaire, des cité et district de Montréal, HORACE OUMET, HECTOR OUMET, HERVÉ OUMET, ARTHUR OUMET, ROMÉO OUMET, tous cultivateurs de St-Martin, district de Montréal, ADRIENNE OUMET, épouse de ARTHUR GAUTHIER, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ALICE OUMET, épouse de ALBERT DAGENAIS, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, BLANCHE OUMET, épouse de ERNEST BEAUCAGE, marchand, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ALBERT GAUTHIER, ADRIEN GAUTHIER, ROLAND GAUTHIER, cultivateurs, de St-Christophe, district de Montréal, RENÉ GAUTHIER, entrepreneur, des cité et district de Montréal, ROSAIRE GAUTHIER, notaire, des cité et district de Montréal, JULIETTE GAUTHIER, épouse de HECTOR OUMET, cultivateur, de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, GABRIELLE GAUTHIER, épouse de EMILE DEGUIRE, jardinier de la Côte des Neiges, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, JOSEPH LABELLE, des cité et district de Montréal, et son curateur, ARTHUR GAUTHIER, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, EMMANUEL TRUDEAU, ADOLPHE TRUDEAU, JOSEPH TRUDEAU et les enfants de WILFRID TRUDEAU, décédé depuis plusieurs années, savoir,

and the latter to authorize his wife for the purposes hereof. PAMELIA FAUTEUX, unmarried widow of Elzéar Montpetit, in his lifetime, merchant, of the City and District of Montreal, GABRIELLE FAUTEUX, wife of GEORGES LUSSIER, civil employee, of St. Hyacinthe, district of St. Hyacinthe, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, REGINA FAUTEUX, wife of JOSEPH BAILLARGEON, clerk of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ANTONIA FAUTEUX and GRAZIELLA FAUTEUX, both spinsters of full age, of the City and District of Montreal, ANTOINETTE BRUNET, wife of ZEPHIRIN GAUTHIER, advocate, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, OVIDE BRUNET, ARMAND BRUNET, ORIGENE BRUNET, as well personally as as assignee of the succession rights of ZEPHIRIN GAUTHIER, advocate, of Montreal, one of the other heirs of the donors by representation of his mother, the late JULIE DAGENAIS, JULIETTE BRUNET and GABRIELLE BRUNET, both spinsters of full age, all of the City and District of Montreal, ALMA VERDON, farmer, of the Parish of Ste. Rose, District of Montreal, AURORA VERDON, wife of AURELE VALIQUETTE, gentleman, of the Town of Ste. Rose, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, BLANCHE VERDON, wife of ARISTIDE CLOUTIER, gardener of Ste. Rose, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, NOEL GABOURY, of St. Martin, District of Montreal, and his Judicial Counsel, Me Eugène Poirier, Notary, of the City and District of Montreal, HORACE OUMET, HECTOR OUMET, HERVE OUMET, ARTHUR OUMET, ROMÉO OUMET, all farmers of St. Martin, District of Montreal, ADRIENNE OUMET, wife of ARTHUR GAUTHIER, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ALICE OUMET, wife of ALBERT DAGENAIS, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, BLANCHE OUMET, wife of ERNEST BEAUCAGE, merchant, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ALBERT GAUTHIER, ADRIEN GAUTHIER, ROLAND GAUTHIER, farmers, of St. Christophe, District of Montreal, RENÉ GAUTHIER, contractor, of the City and District of Montreal, ROSAIRE GAUTHIER, Notary, of the City and District of Montreal, JULIETTE GAUTHIER, wife of HECTOR OUMET, farmer, of St. Martin, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, GABRIELLE GAUTHIER, wife of EMILE DEGUIRE, gardener, of Cote des Neiges, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, JOSEPH LABELLE, of the City and District of Montreal, and his curator ARTHUR GAUTHIER, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, EMMANUEL TRUDEAU, ADOLPHE TRUDEAU, JOSEPH TRUDEAU and the children of WILFRID TRUDEAU, deceased since several years; to wit; ALFRED, ROMEO, ALBERT, OMER and FLORENCE TRUDEAU, the latter, wife of ROGER DESMARAIS, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all of full age and domiciled in the City and District of Montreal, ALICE TRUDEAU, wife of ALFRED

ALFRED, ROMÉO, ALBERT, OMER et FLORENCE TRUDEAU, cette dernière épouse de ROGER DESMARAIS, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous majeurs et domiciliés en les cité et district de Montréal, ALICE TRUDEAU, épouse de ALFRED PRÉVOST, des cité et district de Montréal, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ÉVA TRUDEAU, épouse de ALPHONSE PRÉVOST, tavernier, des cité et district de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, JOSEPHINE LABELLE, veuve non remariée de Arthur Sauriol, en son vivant cultivateur de La Minerve et présentement de Labelle, district de Montcalm; ERNEST LABELLE, cultivateur de la Ville de Ste-Rose, district de Montréal, MARIA LABELLE, épouse d'HENRI TAILLEFER, cultivateur de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ÉVA LABELLE, épouse de ALBERT TAILLEFER et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, de St-Martin, district de Montréal, tous trois, les enfants de Julie Labelle, épouse décédée d'Arthur Labelle, et les HÉRITIERS DE FEUE DÉLINA LABELLE, épouse de Noé Robin, présentement de lieux inconnus, DÉFENDEURS, lequel jugement ordonnant la LICITATION des immeubles ci après mentionnés et décrits, savoir:

A.—1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Martin (comté de Laval) connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin, comme faisant partie du numéro trois cent trois (303 ptie), de deux arpents de largeur sur vingt-deux arpents de profondeur, déjà ne prenant qu'un demi-arpent de largeur sur environ six arpents de profondeur, tenant au bout sud partie à Joseph Hallaire et autres et partie à Joseph Dagenais, au bout Nord aux terres de Saint-Elzéar, joignant au nord-est à Jacques Dagenais, fils, et au sud-ouest à Onésime Dagenais;

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Martin (comté de Laval), connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin comme faisant partie du numéro six cent soixante et neuf (669-ptie), d'un arpent et demi de largeur sur dix arpents de profondeur, c'est-à-dire à un travers en pierre, tenant au bout sud aux terres des Grandes Prairies, au bout nord à une autre partie dudit lot 669 appartenant à Hormisdas Dagenais qui l'a acquise de Joseph Dagenais, son frère, au sud-ouest à une partie dudit lot 669 appartenant à Joseph Dagenais aujourd'hui représenté par son fils Armand, et au nord-est au lot numéro 669-A ci-dessous décrit sans bâtisses dessus;

3. Un autre lot de terre situé en la paroisse de Saint-Martin (comté de Laval) connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin sous le numéro six cent soixante et neuf-A (669-A), contenant un arpent et demi de largeur sur toute la profondeur qu'il y a depuis le lot 303 sur ledit plan qui le borne vers le sud jusqu'au lot N° 668-A appartenant à Joseph Paquette qui le borne au nord, borné d'un côté vers l'ouest partie par une partie dudit lot N° 669 appartenant à Hormisdas Dagenais et partie par une autre partie dudit lot N° 669 appartenant aux successions de Jacques Dagenais, père, et son épouse Emélie Gagnon, et ci-dessus en second lieu décrit;

PREVOST, of the City and District of Montreal, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, EVA TRUDEAU, wife of ALPHONSE PREVOST, inn-keeper, of the City and District of Montreal, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, JOSEPHINE LABELLE, unmarried widow of Arthur Sauriol, in his lifetime farmer of La Minerve, and presently of Labelle, District of Montcalm; ERNEST LABELLE, farmer, of the town of Ste. Rose, District of Montreal, MARIA LABELLE, wife of HENRI TAILLEFER, farmer of St. Martin, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, EVA LABELLE, wife of ALBERT TAILLEFER, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, of St. Martin, District of Montreal, all three, the children of Julie Labelle, deceased wife of Arthur Labelle, and the HEIRS OF THE LATE DELINA LABELLE, wife of Noé Robin, presently of parts unknown, DEFENDANTS, which judgment ordering the LICITATION of the immovables hereinafter mentioned and described, to wit:

A.—1. A lot of land situate in the parish of Saint Martin (County of Laval), known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin, as forming part of number (303 Pt.) three hundred and three, of two arpents in width by twenty-two arpents in depth, thence taking but one-half arpent in width by about six arpents in depth, abutting at the South end partly upon Joseph Hallaire and others and partly upon Joseph Dagenais, at the North end upon the lands of Saint-Elzéar, adjoining at the North-East to Jacques Dagenais Junior, and at the South-West to Onésime Dagenais;

2. A lot of land situate in the parish of Saint-Martin (County of Laval), known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin, as forming part of number (669 Pt.) six hundred and sixty-nine, of one arpent and one-half in width by ten arpents in depth, that is to say to a stone cross-piece, abutting at the South end upon the lands of the Grandes Prairies, at the North end upon another part of the said lot, 669, belonging to Hormisdas Dagenais, who acquired the same from Joseph Dagenais, his brother, at the South-West upon a part of the said lot, 669, belonging to Joseph Dagenais now represented by his son Armand, and at the North-East, upon lot 669-A hereinbelow described without buildings thereon;

3. Another lot of land situate in the parish of Saint-Martin (County of Laval), known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin under the number (669-A) six hundred and sixty-nine-A, containing one arpent and one-half in width by the whole depth existing from lot 303 on the said plan which bounds it towards the South up to lot No. 668-A belonging to Joseph Paquette, which bounds it in the North, bounded on one side towards the West part by a portion of the said lot No. 669 belonging to Hormisdas Dagenais, and partly by another portion of the said lot No. 669 belonging to the Estates of Jacques Dagenais, Senior, and of his wife Emélie Gagnon, and hereinabove secondly described;

en tenant compte que les susdits immeubles décrits en deuxième et troisième lieux (Nos 2 et 3) sont désignés d'après corrections de deux erreurs cléricales d'après actes de correction reçus par Me J.-Baptiste Latour, notaire, le premier en date du 3 mai 1923 et le second en date du 27 octobre 1941, enregistrés respectivement sous les Nos 34558 et 54389 à Laval;

4. Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sur ledit plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin, comme faisant partie du numéro trois cent deux (302-ptie), de forme irrégulière, formant environ vingt-cinq arpents de terre en superficie, tenant au bout sud partie à Jacques Dagenais fils et partie à Joseph Hallaire, au bout nord audit Jacques Dagenais fils, au nord-est partie au chemin public et partie au donateur Jacques Dagenais père et au sud-ouest au numéro 303, sans bâtisses dessus;

ces quatre immeubles sus-désignés étant maintenant situés dans la paroisse de Saint-Elzéar (comté de Laval) depuis l'incorporation de cette dernière, le 10 septembre 1904, et devant être vendus en bloc comme ne formant qu'une seule et même exploitation;

Un dépôt de deux mille piastres (\$2,000.) sera exigé de tout enchérisseur pour la réception de son enchère sur lesdits immeubles, le solde de l'adjudication s'il y a solde devant être payé dans les trente jours suivant ladite adjudication.

B.—1. Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Rose, (comté de Laval), faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Rose, sous le numéro trois cent six (306 ptie) de huit perches de largeur sur ce qu'il peut y avoir depuis le ruisseau qu'il y a au bord du bois à aller au terrain d'un nommé David, tenant au nord-est à Théophile Labelle et au sud-ouest le reste du numéro 306.

Un dépôt de cent piastres (\$100.) sera exigé de tout enchérisseur pour la réception de son enchère sur ledit immeuble, le solde de l'adjudication s'il y a solde devant être payé dans les trente jours suivant ladite adjudication.

Lesdits immeubles susdécrits seront tous vendus à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1942, à DIX heures et TRENTE du matin, (heure avancée), au Palais de Justice de Montréal, salle d'audience N° 31 de la Cour Supérieure, ou dans toute autre salle que la Cour indiquera, le tout sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le Cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, ledit cahier spécifiant entre autres choses: que la vente est faite sans garantie de montrer ou localiser les bornes desdits immeubles auxquelles pourrait prétendre l'adjudicataire.

Toute opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler relative auxdits immeubles qui doivent être licités, ne sera pas reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers devra être produite au greffe de ladite Cour dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les intéressés de

taking into account that the hereinabove secondly and thirdly described immovables (Nos. 2 and 3) are designated according to corrections of two clerical errors in virtue of deeds of correction received by Me J. Baptiste Latour, Notary, the first of date the third May 1923 and the second of date the twenty-seventh October 1941, respectively registered under the Nos. 34558 and 54389 at Laval;

4. Another lot of land situate at the same place, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin, as forming part of No. (302 Pt.) three hundred and two, or irregular shape, forming about twenty-five arpents of land in superficies, abutting at the South end in part upon Jacques Dagenais Junior, and in part upon Joseph Hallaire, at the North end upon Jacques Dagenais Junior, at the North-East in part upon the public highway and in part upon the donor, Jacques Dagenais Senior, and at the South-West, upon No. 303, without buildings thereon;

such above described four immovables being now situate in the Parish of Saint-Elzéar (County of Laval) since the incorporation of the latter, the tenth September 1904, and to be sold en bloc as forming but one sole establishment;

A deposit of two thousand dollars (\$2,000.) shall be required from any bidder in order that his bid be received on the said immovables, the balance of the adjudication, if balance there be, to be paid within thirty (30) days following the said adjudication.

B.—1. A lot of land situate in the parish of Sainte-Rose (County of Laval), forming part of the lot of land known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish of Sainte-Rose, under the number (306 Pt.) three hundred and six, of eight rods in width by what there may be from the brook which runs on the outskirt of the wood, extending up to the land of one David, abutting at the North-East upon Théophile Labelle and at the South-West upon the remainder of number 306.

A deposit of one hundred dollars (\$100.) shall be required from any bidder in order that his bid be received on the said immovable, the balance of the adjudication, if balance there be, to be paid within thirty (30) days following the said adjudication.

The said immovables above described shall be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder, on FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH 1942, at HALF past TEN o'clock in the morning (Daylight Saving Time), in the Court-House of Montreal, Superior Court Room No. 31, or in any other room designated by the Court, the whole subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said court, said list of charges specifying among other things; that the sale is made without warranty to show or localize the boundaries of the said immovables to which the said adjudicataire might lay claim.

All oppositions to secure charges, to withdraw or to annul, in respect of the immovables to be sold by adjudication, shall not be received after the twelfth day previous to the day fixed for the licitation and all oppositions or claims for payment must be filed in the office of the said Court within six (6) days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the

faire opposition dans les délais prescrits, elles en seront forcloses de plein droit, suivant la loi.

Montréal, 17 février 1942.

L'avocat du demandeur,

434-8-2-o

Z. GAUTHIER, C.R.

Province de Québec, district de Bedford, N° 988, Cour Supérieure. Dame Rosetta Ball *et al.*, demandeurs; vs Stuard Ball *et al.*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1942, à DEUX (2) heures de l'après-midi, devant l'un des Honorables Juges de la Cour Supérieure, ou devant le Protonotaire de ladite Cour séant à Sweetsburg, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Sweetsburg, en exécution d'un jugement rendu par la Cour Supérieure le 19ème jour de février 1942, dans l'instance engagée entre Dame Rosetta Ball, épouse de William Bradford et ledit William Bradford pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeurs, et Stuard Ball, Harold Ball, William Bradford, en sa qualité de tuteur à Kenneth Ball, Frédéric Wallace et Ira Huxtable en leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoints de feu Lucinda May Ball, tous de la cité de Granby, district de Bedford; Dame Ruth Ball, épouse de Leslie Miller et ledit Leslie Miller, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Orryal Viva Ball, fille majeure et usant de ses droits, Arlington Ball, Claire Ball, Annie Ball épouse de B. Leclerc et ledit B. Leclerc pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Donald Ball, tous des cité et district de Montréal; Joyce Ball épouse de Emile Dansereau et ledit Emile Dansereau, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de Pointe-Claire, district de Montréal; Glenna Ball épouse du Révérend P. V. Sampson et ledit Révérend P. V. Sampson, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de Winnipeg, Canada; Elwin R. Ball, soldat présentement en service actif à Victoria, C.B., Canada; Gladys Ball, épouse de Elmer Brack, et ledit Elmer Brack, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la province d'Ontario, Canada; Freda Ball, épouse de Robert Wilsey et ledit Robert Wilsey, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, de Meadow Lake, Saskatchewan, Canada; défendeurs, N° 988 du Greffe, il sera procédé à l'adjudication en bloc par licitation, aux enchères publiques de l'immeuble ci-après décrit:

a) Un lopin de terre situé dans le Canton de Granby connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit Canton de Granby comme étant le N° 732;

b) Un lopin de terre situé dans le Canton de Granby connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit Canton de Granby comme étant le lot N° 632;

c) Toutes les bâtisses érigées sur les lots susdits;

d) A distraire desdits lots Nos 632 et 732 cette lisière de terrain vendue à la Montreal & Southern Counties Railway Company, le 30 octobre 1914 par acte enregistré le 26 novembre 1914 sous le N° 67913;

e) A distraire du lot N° 732 cette lisière de terrain vendue au Gouvernement de la Province de Québec, Ministère de la Voirie le 8 octobre 1931 par acte enregistré sous le N° 92737.

Le tout sujet aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au Greffe.

Les oppositions à la vente s'il y avait lieu devront être formées, au plus tard le 12ème jour

prescribed delay, they shall be foreclosed from doing do according to law.

Montreal, February 17, 1942.

Z. GAUTHIER, K. C.,

434-8-2-o

Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, No. 988, Superior Court. Dame Rosetta Ball *et al.*, plaintiffs; vs Stuard Ball *et al.*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

On the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1942, at TWO (2) o'clock in the afternoon, before one of the Honourable Judges of the Superior Court, or before the Prothonotary of the said Court, at Sweetsburg, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Sweetsburg, in execution of a judgment rendered by the Superior Court on the 19th day of February, 1942, in the suit filed by Dame Rosetta Ball, wife of William Bradford and the said William Bradford, to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiffs; and Stuard Ball, Harold Ball, William Bradford, in his quality of tutor to Kenneth Ball, Frederick Wallace and Ira Huxtable in their quality of joint testamentary executors of the late Lucinda May Ball, all of the city of Granby, district of Bedford; Dame Ruth Ball, wife of Leslie Miller and the said Leslie Miller, to authorize his wife for the purposes hereof; Orryal Viva Ball, spinster in the use of her rights, Arlington Ball, Claire Ball, Annie Ball, wife of B. Leclerc and the said B. Leclerc, to authorize his wife for the purposes hereof; Donald Ball, all of the city and district of Montreal; Joyce Ball, wife of Emile Dansereau and the said Emile Dansereau, to authorize his wife for the purposes hereof, both of Pointe-Claire, district of Montreal; Glenna Ball, wife of the Reverend P. V. Sampson, and the said Reverend P. V. Sampson, to authorize his wife for the purposes hereof, both of the city of Winnipeg, Canada; Elwin R. Ball, soldier now on active service in Victoria, B.C., Canada; Gladys Ball, wife of Elmer Brack, and the said Elmer Brack, to authorize his wife for the purposes hereof, both of the Province of Ontario, Canada; Freda Ball, wife of Robert Wilsey, and the said Robert Wilsey, to authorize his wife for the purposes hereof, of Meadow Lake, Saskatchewan, Canada; defendants, No. 988 of the Records, there shall be held a sale "en bloc" by licitation, at public auction of the following immovable:

a) A parcel of land situate in the Township of Granby, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said Township of Granby as being No. 732;

b) A parcel of land situate in the Township of Granby, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said Township of Granby as being lot No. 632;

c) All the buildings erected on the aforesaid lots;

d) To be deducted from said lots Nos. 632 and 732, that strip of land sold to the Montreal & Southern Counties Railway Company, the 30th October, 1914, by deed registered the 26th November, 1914 under No. 67913;

e) To be deducted from lot No. 732, that strip of land sold to the Government of the Province of Quebec, Roads Department, on the 8th October, 1931, by deed registered under No. 92737.

The whole subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the Office.

Oppositions to the sale, if any, must be filed at the latest on the 12th day before the date of

avant la date de la licitation et les oppositions afin de conserver, dans les six jours après l'adjudication à peine de déchéance.

Sweetsburg, le 24 février 1942.

500-9-2-0 L'avocat des demandeurs,
PAUL PROVOST.

the licitation and oppositions for payment, within the six days following the adjudication, at risk of forfeiture.

Sweetsburg, February 24, 1942.

500-9-2 PAUL PROVOST,
Attorney for plaintiffs.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Québec, Dans la Cour Supérieure. N° 44127. Dame Eugène-Laure Giroux, épouse commune en bien de Joseph-Nicolas Van Droogenbroecke, 271, de la Salle, Québec, Demanderesse; vs Joseph-Nicolas Van Droogenbroecke, teinturier, 271, de la Salle, Québec, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur par la demanderesse, le 9 février 1942.

Québec, ce 20 février 1942.
Le procureur de la demanderesse,
482-0 ANTONIO LAPLANTE.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court, No. 44127. Dame Eugène Laure Giroux, wife common as to property of Joseph Nicolas Van Droogenbroecke, 271 de la Salle, Quebec, plaintiff; vs Joseph Nicolas Van Droogenbroecke, dyer, 271 de la Salle, Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant by the plaintiff, the 9th February, 1942.

Québec, February 20, 1942.
ANTONIO LAPLANTE,
482 Attorney for plaintiff.

Assemblée

Avis est par les présentes donné de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company", qui sera tenue à la Chambre 50, Canada Life Building, 275 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec, mardi le 24e jour de mars 1942, à 2.45 p.m., aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, de procéder à l'élection des membres du Conseil d'Administration et à la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à l'assemblée.

499 Le secrétaire,
J.-P. QUINN.

Meeting

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of the Shareholders of The Canada and Gulf Terminal Railway Company, to be held at Room 50, Canada Life Building, 275, St. James West, Montreal, Que., on Tuesday, the 24th day of March, 1942, at 2.45 p.m., for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of Directors and the transaction of such other business as may properly be brought before the Meeting.

499-0 J. P. QUINN,
Secretary.

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estcourt" dans le comté de Témiscouata, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce douzième jour de février 1942.

430-8-2-0 Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
Pour le Trésorier de la Province.

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estcourt" in the county of Témiscouata has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this twelfth day of February 1942.

430-8-2-0 GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province.

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville" dans le comté de Portneuf, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce dix-neuvième jour de février 1942.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
478-9-2-0 Pour le Trésorier de la Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville" in the county of Portneuf has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this nineteenth day of February 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.
478-9-2-0 For the Treasurer of the Province.

Avis divers

TIRAGE D'OBLIGATIONS

MUNICIPALITÉ DE CANTON BÉGIN
Comté de Chicoutimi

L'obligation suivante, émise en vertu du règlement numéro 19, a été tirée au sort:

Dénomination de \$500.00:—
Numéro D-10

Ladite obligation est remboursable le 1er avril 1942, date à laquelle elle cessera de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
ROMÉO LEVESQUE.
479-0

Re: MUNICIPALITÉ DE LAC FRONTIÈRE
(Comté de Montmagny)

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera à un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montmagny, à Montmagny, lundi, le 16 mars 1942, à 10.00 heures a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut la corporation municipale de Lac Frontière, dans le comté de Montmagny, conformément aux dispositions de l'article 38 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207).

La Commission municipale de Québec,
Québec, ce 21 février 1942.

Le secrétaire,
C.-A. COUILLARD.
480-0

AVIS AU PUBLIC

SECRÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 24 février 1942.

Je donne avis que M. Émile Pigeon, voyageur de commerce à Montréal, a été nommé président de l'élection en cours dans le district électoral de Montréal-Saint-Jacques et qu'il y a établi son bureau officiel au numéro 1200 de la rue Dorches-

Miscellaneous Notices

DRAWING OF BONDS

MUNICIPALITY OF CANTON BÉGIN
County of Chicoutimi

The following bond, issued under By-law No. 19, has been drawn by lots:—

Dénomination de \$500.00:—
No. D-10.

The said bond shall be redeemable on the 1st of April 1942, from which date it shall cease to bear interest.

ROMÉO LEVESQUE,
Secretary-treasurer.
479-0

Re: MUNICIPALITY OF LAC FRONTIÈRE
(County of Montmagny)

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will file with a Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Montmagny, at Montmagny, on Monday, March 16, 1942, at 10.00 o'clock a.m., a petition for the purpose of having declared in default the Municipal Corporation of Lac Frontière, in the County of Montmagny, in conformity with Article 38 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207).

The Quebec Municipal Commission,
Québec, February 21, 1942.

C. A. COUILLARD,
Secretary.
480-0

PUBLIC NOTICE

OFFICE OF THE CLERK OF THE COURT IN
CHANCERY

Québec, February 24, 1942.

I hereby give notice that Mr. Émile Pigeon, of Montreal, commercial traveller, has been appointed as returning-officer for the electoral district of Montreal-St. James and that he has established his official office therein at number

ter (Est); que M. Michael McBrine, commis à Montréal, a été nommé président de l'élection en cours dans le district électoral de Montréal-Sainte-Anne et qu'il y a établi son bureau officiel au numéro 1017 de la rue Notre-Dame (Ouest); que M. Daniel-P. Gillmor, avocat à Westmount, a été nommé président de l'élection en cours dans le district électoral de Westmount-Saint-Georges et qu'il y a établi son bureau officiel au numéro 3005 de la rue Sainte-Catherine (Ouest); que M. Osias Cousineau, protonotaire à Sorel, a été nommé président de l'élection en cours dans le district électoral de Richelieu-Verchères et qu'il a établi son bureau officiel au palais de Justice de Sorel.

Le Secrétaire de la chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

490-o

1200, Dorchester Street East; that Mr. Michael McBrine, of Montreal, clerk, has been appointed returning-officer for the electoral district of Montreal-St. Anne and that he has established his official office therein at number 1017 Notre Dame Street West; that Mr. Daniel P. Gillmor, of Westmount, advocate, has been appointed as returning-officer for the electoral district of Westmount-St. George and that he has established his official office at number 3005 St. Catherine Street West; that Mr. Osias Cousineau, of Sorel, prothonotary, has been appointed as returning-officer for the electoral district of Richelieu-Verchères and that he has established his official office at the Court House in Sorel.

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery.

490-o

SOUTH SHORE HOMES & LANDS, LIMITED

SOMMAIRE du Règlement N° 30, pourvoyant à la distribution de l'actif de "South Shore Homes & Lands, Limited", entre ses actionnaires.

Il est décrété par ce Règlement que tout l'actif de cette compagnie soit distribué à ses actionnaires, sujet aux dettes non payées que lesdits actionnaires consentent à assumer.

Le secrétaire,

J.-ALEX. PRUD'HOMME.

486-o

SOUTH SHORE HOMES & LANDS, LIMITED

SUMMARY of By-Law No. 30, providing for the distribution of the assets of South Shore Homes & Lands, Limited, between its Shareholders.

It is ordered by this By-Law that all the assets of this Company be distributed among its Shareholders, subject to the unpaid debts, which the said Shareholders agree to pay.

J. ALEX. PRUD'HOMME,

Secretary.

486-o

LES PRODUITS LAITIERS LAURENTIDE LIMITÉE

Règlement No 30

Qu'il soit et il est, par le présent règlement N° 30 de la compagnie, édicté et décrété que l'actif de la compagnie soit distribué aux actionnaires.

Québec, ce 24 février 1942.

Le secrétaire,

MAURICE BOULANGER.

(Sceau)

491-o

LES PRODUITS LAITIERS LAURENTIDE LIMITÉE

By-Law No. 30

Be it and it is hereby enacted and decreed, by the present By-law No. 30 of the company, that the assets of the company be distributed amongst its shareholders.

Quebec, February 24, 1942.

MAURICE BOULANGER,

Secretary.

(Seal)

491

DISCOURS DU TRÔNE

Honorable Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La guerre dans laquelle le Canada s'est engagé, il y a déjà plus de deux ans, pour défendre notre droit de vivre en liberté, a pris en ces derniers temps une tournure inquiétante. Le conflit s'est singulièrement rapproché de nous. Pendant que nous avons à protéger la côte du Pacifique, les sous-marins ennemis s'aventurent sur l'Atlantique tout près de nos rives. Le sort de notre pays est en jeu.

Le sol canadien n'aura pas de meilleurs défenseurs que nos jeunes gens de la province de Québec qui s'entraînent actuellement dans nos camps. Par ailleurs, nos volontaires s'enrôlent en grand nombre dans l'armée, l'aviation et la marine. Il a plu au lieutenant-général McNaughton, dès son retour au Canada, de louer hautement les régiments québécois dont il a le commandement en Angleterre et qu'il classe parmi ses unités de choix. Quant à ceux qui ne sont pas sous les armes, l'esprit qui les anime se révèle dans l'habileté et l'énergie qu'ils déploient pour activer la production du matériel de guerre. Rien ne démontre mieux à quel point tous comprennent leur devoir que les sacrifices qu'ils s'imposent, d'un commun accord, pour fournir le nerf de la guerre en souscrivant généreusement aux emprunts de la Victoire.

SPEECH FROM THE THRONE

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

The war in which Canada has been engaged for more than two years in defence of its right to live in freedom has lately taken a critical turn. The conflict is brought closer to home. Whilst we are compelled to man the approaches of the Pacific Coast, enemy submarines are operating off our Atlantic shores. The very existence of our country is at stake.

There will be no better defenders of our land than the young men of the Province of Quebec who are at present in training. The number of volunteers for our army, navy and airforce is constantly increasing. Upon his return to Canada, Lieutenant-General McNaughton was high in his praise of the Quebec regiments under his command in England, which he considers to be among his best units.

As for those who are not in the armed forces, a striking example of the spirit that moves them will be found in the skill and energy they display in producing the implements of war.

The keen sense of duty with which all the people of the Province are imbued finds expression in the many sacrifices they are making to supply the sinews of war by subscribing generously to the Victory Loans.

En s'inspirant des nécessités de l'heure pour orienter son programme économique, le gouvernement se propose d'accroître la production agricole de telle sorte que notre Province soit une abondante source de ravitaillement, aussi bien qu'un arsenal, pour les nations alliées. Nos cultivateurs seront encouragés à augmenter le rendement de leurs terres, et nos colons recevront l'appui voulu pour activer leurs fructueux travaux de défrichement.

Les perspectives de l'après-guerre nous invitent à entourer des soins les plus vigilants notre domaine forestier et nos richesses hydrauliques, et à nous mettre en état de garder les marchés que notre industrie forestière aura conquis. Vous serez priés d'adopter certaines lois qui répondent aux vœux de techniciens et d'exploitants intéressés à la conservation de la forêt.

L'instruction publique, à tous ses degrés, doit rester au premier plan de nos préoccupations. D'importantes assises auront lieu au cours de l'année, et seront précédées d'un recensement qui apportera des précisions définitives sur la fréquentation scolaire. Nos instituteurs et nos institutrices pourront aussi compter sur une amélioration graduelle et constante de leur sort. La question des finances tient une large part dans nos problèmes d'enseignement. Le gouvernement s'efforce, à cet égard, d'en arriver à une solution satisfaisante.

Nos écoles techniques et nos écoles d'arts et métiers s'appliquent à former les compétences requises pour la fabrication de nos armements. L'école d'avionnerie de Cartierville et la magnifique École d'arts et métiers de Rimouski, tout récemment inaugurée, sont appelées de ce chef à jouer un rôle très utile. Elles procureront en outre aux jeunes gens qu'il nous faudra plus tard réhabiliter dans la vie civile les moyens de se spécialiser, et de s'ouvrir une voie dans de profitables carrières.

Nos fonctionnaires bénéficient d'un bon de vie chère qui leur permettra de traverser la crise actuelle sans que leurs familles aient trop à en souffrir. Pour reconnaître le mérite de tous ceux dont le dévouement et la compétence assurent le bon fonctionnement de nos rouages administratifs, il vous sera soumis une nouvelle loi des pensions accordant au personnel de nos services extérieurs et de nos diverses commissions des avantages analogues à ceux que possèdent les membres du service intérieur.

Dans le but de protéger la santé publique, le gouvernement se propose de réglementer plus efficacement la manipulation des aliments.

Des modifications seront apportées à nos lois de chasse et de pêche pour faciliter la répression de certaines infractions et pour établir une meilleure surveillance des établissements de pisciculture.

Tout en continuant d'améliorer les routes stratégiques qui peuvent servir à la défense de notre territoire, le gouvernement s'emploiera à fournir de bons chemins à nos régions agricoles.

La situation financière de la Province permet l'abolition des péages sur tous les ponts qui lui appartiennent, ainsi que sur le pont de Québec. Un projet de loi a été préparé à cette fin.

Des représentations ayant été faites au gouvernement concernant les nombreux inconvénients qu'entraîne la Loi de l'assurance des maris et des parents, lorsque la femme de l'assuré est bénéficiaire, le gouvernement a l'intention de supprimer ces anomalies. Vous jugerez s'il est opportun d'adopter les amendements que l'on suggère.

Bearing in mind the general needs of the moment in laying out its economic policy, the Government intends to increase our agricultural output, so that the Province may become not only an arsenal, but an ever-growing source of supply for the Allied Nations. Our farmers will be induced to obtain a larger yield from their lands, and our settlers will receive adequate assistance to enable them to bring their lots rapidly under cultivation.

In order that we may be prepared to face the conditions which will prevail after the war, our forest and water-power resources should be carefully protected, and efforts made to retain the markets which our forest industries shall have secured. You will be asked to pass certain laws which will meet the views of technicians and operators interested in forest conservation.

The whole field of public education should continue to be one of our foremost concerns. An important conference will be held during the year, and will be preceded by a general census for the purpose of obtaining definite information on school attendance. Our teachers may also look for a gradual and constant improvement in their condition. The finances of our educational institutions have become a serious problem. The Government is striving to find a practical solution.

Our Technical Schools, as well as our Arts and Crafts Schools, are making every effort to turn out the trained men required for our war industries. The Aircraft School at Cartierville and the splendid Arts and Crafts School which has just recently been opened at Rimouski should be of great service in this respect. Thanks to these schools, the young men who later on must be rehabilitated to civil life will have an opportunity to specialize and follow a profitable career.

Our civil servants receive a cost of living bonus which allows them to pass through these times of stress without too much hardship on their families. In all fairness to those whose efficiency and devotion to duty ensure the proper functioning of our departments, a new Pension Act will be submitted to you extending to the personnel of the outside service and of our various commissions the advantages now enjoyed by members of the inside service.

In order to safeguard public health, the Government proposes to adopt more stringent regulations in the handling of foodstuffs.

Our Fisheries and Game Laws will be amended so that the curbing of certain infringements and the supervision of fish-breeding establishments may be more effective.

While continuing to better the strategic highways which may be used for military purposes, the Government will promote the building of good roads in our rural districts.

Our financial position warrants the abolition of tolls on all the bridges belonging to the Province, including the Quebec Bridge. A proposed enactment to this end has been drafted.

Its attention having been drawn to some inconveniences arising out of the Husbands' and Parents' Life Insurance Act, in cases where the wife of the assured is beneficiary, the Government deems it advisable to remedy this situation. You will be asked to determine whether it is expedient to adopt the suggested amendments.

L'assurance-automobile soulève également des problèmes qui demandent à être étudiés.

Une refonte de la Loi électorale vous sera proposée dont l'objet est d'améliorer le mode selon lequel nos listes électorales sont dressées.

Le gouvernement vous soumettra une entente qu'il a été invité à conclure avec les autorités fédérales. Cette entente est d'ordre temporaire, et la sauvegarde de nos droits constitutionnels y doit être pleinement assurée.

Divers autres projets vous seront présentés concernant les Caisses populaires, les Syndicats professionnels, nos lois municipales et l'administration de la justice.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes du dernier exercice seront déposés devant vous.

Vous serez invités à voter les crédits que requiert le prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur plusieurs matières d'intérêt général et d'intérêt particulier.

Je prie la Providence de bénir vos travaux pour qu'ils contribuent au bien-être et au bonheur de notre population.

502-o

La formation d'un syndicat professionnel, sous le nom de "Syndicat des Employés de la Canada Paper Co.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 février 1942.

Le siège social du syndicat sera situé à Windsor Mills, dans le district de St-François, province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

512-o

Problems connected with automobile insurance may also have to be dealt with.

A revision of the Electoral Act improving the method by which the electoral lists are drawn up will be submitted to you.

The Government will place before you an agreement which it has been invited to enter into with the Federal authorities. This agreement is of a temporary nature, and our constitutional rights must be fully protected.

You will also have to give consideration to several other Acts dealing with "Les Caisses populaires", Professional Syndicates, municipal laws and the administration of justice.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

The public accounts for the past fiscal year will be laid before you.

You will be asked to vote the necessary credits for the next fiscal year.

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

You will be called upon to pass laws on other matters of general and special interest.

May Providence guide you in your deliberations so that they may contribute to the happiness and well-being of our people.

502-o

The formation of a professional association, under the name of "Syndicat des Employés de la Canada Paper Co.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary the 19th February, 1942.

The principal place of business of the association will be at Windsor Mills, district of St-François, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

512

Bureaux-Chef

DOUGLAS INVESTMENTS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné, que la compagnie Douglas Investments Limited, constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, et daté du 20 février 1937, ayant eu son siège social au numéro 319, Edifice de la Chambre de Commerce, Montréal, a transporté ledit bureau dans l'édifice de la Banque Royale, 360, rue Saint-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, la dernière adresse dudit bureau sera considérée comme étant celle du siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, le 16 février 1942.

Le secrétaire,
W. C. SHAW.

481

Canada, Province de Québec, District de Québec.

"LES PRODUITS LAITIERS LAURENTIDE LIMITÉE"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Les Produits Laitiers Laurentide Limitée", constituée en corporation dans la Province de Québec par Lettres Patentes accordées le neuvième jour d'octobre 1941 et enregistrées le dix-

Chief-Offices

DOUGLAS INVESTMENTS LIMITED

Notice is hereby given that the Douglas Investments Limited, a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec and dated the 20th day of February 1937, having had its head-office at 319 Board of Trade Building, Montreal, has moved such office to the Royal Bank Building, 360 St. James street, Montreal.

From and after date of this notice the office of the company at the latter address shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 16th day of February, 1942.

W. C. SHAW,
Secretary.

481-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

"LES PRODUITS LAITIERS LAURENTIDE LIMITÉE"

Notice is hereby given that the company "Les Produits Laitiers Laurentide Limitée", incorporated in the Province of Quebec by letters patent issued on the ninth day of October 1941 and registered on the seventeenth day of October 1941,

septième jour d'octobre 1941, ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi son bureau au N° 47 de la rue St-Jacques, en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec ce douzième jour de février mil neuf cent quarante-deux.

Le secrétaire,
483-o MAURICE BOULANGER.

having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 47 St-Jacques street, in the city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 12th day of February 1942.

MAURICE BOULANGER,
Secretary.

Chartes—Abandon de

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Allcity Agencies Limited" demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 21 février 1942.

Les procureurs de la compagnie,
484 CHAUVIN, WALKER, STEWART
& MARTINEAU.

"LES FERMES DE MONTRÉAL, LIMITÉE"

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "Les Fermes de Montréal, Limitée" s'adressera au Procureur Général de la Province pour obtenir l'acceptation de l'abandon de sa Charte et son annulation après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

Signé et fait à Montréal, ce vingt-troisième jour du mois de février mil neuf cent quarante-deux.

Le secrétaire,
Signé: FREDERIC HOUDE.
Vraie copie,
LIONEL LEROUX. 489-o

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that Allcity Agencies Limited will apply for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, February 21st, 1942.

CHAUVIN, WALKER, STEWART
& MARTINEAU,
484-o Attorneys for the Company.

"LES FERMES DE MONTRÉAL, LIMITÉE"

Notice is hereby given that the company "Les Fermes de Montréal, Limitée" will apply to the Attorney General of the Province for leave to surrender its charter and its cancellation from such date as it may please him to fix.

Signed and given at Montreal, this twenty-third day of the month of February, one thousand nine hundred and forty-two.

(Signed) FREDERIC HOUDE,
Secretary.
True copy,
LIONEL LEROUX. 489

Demande à la législature

Avis public est par le présent donné que le village de Rock Island, les commissaires d'école de la municipalité de Rock Island, comté de Stanstead, et les commissaires d'école de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Merci, comté de Stanstead, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'un bill les autorisant à exempter les lots Nos 15 et 16, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rock Island, et toutes constructions et usines qui pourront y être érigées et installées, d'aucune et toutes taxes municipales et scolaires et répartitions, générales et spéciales de quelque nature que ce soit, durant une période de 15 ans à compter de la fin de la guerre présentement en cours.

Montréal, le 24 février 1942.

Les procureurs des requérants,
516-9-4 HACKETT, MULVENA, FOSTER,
HACKETT & HANNEN.

Application to Legislature

Public notice is hereby given that the Village of Rock Island, the school commissioners for the Municipality of Rock Island in the County of Stanstead and the School Commissioners for the School Municipality of Notre Dame de la Merci in the county of Stanstead will apply to the Legislature of Quebec at its present session, for the passing of a bill authorizing them to exempt lots Nos. 15 and 16 on the official plan and in the book of reference of the village of Rock Island and all buildings and plant to be thereon erected and therein installed from any and all municipal and school taxes and assessments, general and special of whatsoever nature for a period of 15 years from the end of the war now in progress.

Montreal, 24 February, 1942.

HACKETT, MULVENA, FOSTER,
516-9-4-o HACKETT & HANNEN,
Attorneys for applicants.

Département de l'Instruction publique

Québec, le 24 février 1942.
Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marguerite, dans le comté de

Department of Public Instruction

Quebec, February 24, 1942.
Application is made to detach from the School Municipality of Ste-Marguerite, in the County of

Dorchester, les lots Nos 490 à 497 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Claire pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Claire. 496-9-2-o

Dorchester, lots Nos. 490 to 497 inclusively, of the official cadastre of the parish of Ste-Claire, to annex them to the School Municipality of Ste-Claire. 496-9-2

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS EN CONFORMITÉ DE L'ARTICLE 2174A DU CODE CIVIL

NOTICE IN CONFORMITY WITH ARTICLE 2174A OF THE CIVIL CODE

Les lots portant les numéros 136, 138, 139, 140, 141, 142, 143 et 144 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans la division d'enregistrement de Missisquoi, sont annulés en date du seizième jour de février, mil neuf cent quarante-deux. Québec le 16 février 1942.

The lots bearing numbers 136, 138, 139, 140, 141, 142, 143 and 144 of the official cadastre of the Parish of Notre-Dame des Anges de Stanbridge, in the Registry Division of Missisquoi, are cancelled on the sixteenth day of February, one thousand nine hundred and forty-two. Quebec, February 16th, 1942.

MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD. 477-o

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister. 477-o

ERRATUM

ERRATUM

Dans la publication de l'arrêté en conseil N° 987 en date du 24 avril 1941 concernant une convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 avril 1941, à la page 1287, aux compagnons-pressiers, dans la colonne de zone 111-A, veuillez lire "0.56" au lieu de "0.5". 485-o

In the publication of Order in Council No. 987 dated April 24, 1941 concerning a collective labour agreement relating to the printing trades in the Montreal district, published in the *Quebec Official Gazette* of the 26th of April 1941, on page 1287: re: journeymen pressmen, in the column of zone 111-A, please read "0.56" instead of "0.5". 485

Liquidation—avis de

Winding up notice

Avis est, par les présentes, donné que les actionnaires de la compagnie "Fenox Company Limited" ont, le 15 août 1941, adopté une résolution approuvant la liquidation volontaire et la dissolution de ladite compagnie, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Armand Goyette a été nommé liquidateur de ladite compagnie.

Notice is hereby given that the shareholders of the company "Fenox Company Limited", adopted, on the 15th of August, 1941, a resolution approving the voluntary liquidation and winding-up of the said company, pursuant to the provisions of the act respecting the Voluntary Winding-up of Joint Stock Companies, and that Mr. Armand Goyette has been named liquidator of the said Company.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 19 janvier 1942.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 19th January, 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 487

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 487

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Nicolet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie & Fromagerie de Ste-Gertrude" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Gertrude, comté de Nicolet.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Nicolet, under the name of "La Société Coopérative Agricole de Beurrerie & Fromagerie de Ste-Gertrude", and that its principal place of business is at Ste-Gertrude, County of Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

The object for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, se vingt-troisième jour de février 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
493-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bagot, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-André d'Acton" et que son principal siège d'affaires est à Acton Vale, comté de Bagot.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingtième jour de février 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
494-o ADRIEN MORIN.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-third day of February, 1942.

ADRIEN MORIN,
493 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Bagot, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-André d'Acton" and that its principal place of business is at Acton Vale, County of Bagot.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twentieth day of February, 1942.

ADRIEN MORIN,
494 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Ordre de Cour

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure. N° 199829. M. Karpman, marchand de fruits de la cité et district de Montréal, Demandeur; vs Girolamo Leone, manufacturier de la cité et district de Montréal, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Fashion Pants Registered", Défendeur; & N. Schachter, manufacturier de la cité et district de Montréal, y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Canadian Sewing Supply", Opposant.

Sur ordre de l'Honorable Juge E. Fabre-Surveyer, donné le sixième jour de février mil neuf cent quarante-deux, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit G. Leone (Fashion Pants Reg'd) des cité et district de Montréal, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Montréal, 17 février 1942.

488-9-2-o T. DEPATIE,
D.P.C.S.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 199829. M. Karpman, Fruit Merchant of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs Girolamo Leone, Manufacturer of the City and District of Montreal, there carrying on business under the firm name and style of "Fashion Pants Registered", Defendant; & N. Schachter, manufacturer, of the City and District of Montreal, therein carrying on business alone under the firm name and style of Canadian Sewing Supply, Opposant.

By order of the Honourable Mr. Justice E. Fabre-Surveyer given on the 6th day of February 1942, and seeing the allegation of the insolvency of the said defendant of the City and District of Montreal, Girolamo Leone, (Fashion Pants Reg'd) the creditors of the said Defendant, who have not yet produced their claims, are now called upon to produce them in this cause, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, in the City of Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette* in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Montreal, February 17th, 1942.

488-9-2-o F. DEPATIE,
D.P.C.S.

Rule of Court

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que l'honorable
Assistent-procureur } rable Ministre des
général. } terres et forêts, de la
chasse et de la pêche de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de l'article 2 du chapitre 320 de la Loi du Cadastre, Statuts refondus 1941, un plan du canton de Castagnier dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministre des terres et forêts, de la chasse et de la pêche;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi, le vingt-deuxième jour du mois de janvier mil neuf cent quarante-deux;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 5 février 1942, et portant le N° 276,

Nous donnons avis du dépôt de ces plans et livres de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Castagnier, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

503-0

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the Honourable Minister of Lands
Deputy Attorney } and Forests, Game and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, article 2, chapter 320), a plan of the Township of Castagnier, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS a book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Abitibi, on the twenty-second day of the month of January, one thousand nine hundred and forty-two;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated 5th February, 1942, and bearing No. 276,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting the Township of Castagnier in the Registration Division of Abitibi, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

503

Vente d'effets non-réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai, 1941, et jusqu'ici non réclamés, dans les bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à différents endroits dans les provinces de Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseur, par D. M. Henderson & Cie., 128 King est, Toronto, Ont., encanteurs, à ONZE heures du matin, le SEPTIÈME jour de MAI 1942, suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le surintendant,
495-9-6-o G. R. JONES.

Sale of unclaimed baggage

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1941, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by D. M. Henderson & Co., auctioners, at 128 King St., East, Toronto, Ont., at ELEVEN o'clock in the forenoon on the SEVENTH day of MAY 1942, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. R. JONES,
495-9-6-o Superintendent.

Vente pour taxes municipales

Province de Québec.—District de St-François

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Antonin Deslauriers, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, MARDI, le 24 MARS, 1942, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, à moins que les dites taxes, intérêts et frais, soient payés avant la vente.

Nom des propriétaires.—Numéro cadastral.

Ames Packers Limited.—Partie du lot N° 1239 pour le quartier sud.

Lizotte, Maximilien.—Le lot N° 7 de la subdivision du lot N° 922 pour le quartier nord.

Preston, James.—Le lot N° 33 de la subdivision du lot N° 899-159 pour le quartier est.

Preston, James.—Le lot N° 34 de la subdivision du lot N° 899-159 pour le quartier est.

Sawyer, Mrs. G. O.—Le lot N° 86 de la subdivision du lot N° 1537 pour le quartier ouest.

Smith, G. F.—Le lot N° 20 de la subdivision du lot N° 729 pour le quartier est.

Ogilvy, Robert N.—Partie du lot N° 945 et les lots Nos 946 et 947 pour le quartier nord.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la cité de Sherbrooke.

Donné à Sherbrooke, P. Q., ce 24 février 1942.

Le greffier de la cité,
492-9-2-o ANT. DESLAURIERS.

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec.—District of St. Francis

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given, by the undersigned, Antonin Deslauriers, Clerk of the City of Sherbrooke, that the following immoveable property shall be sold by public auction, in the Council Room, on TUESDAY, the 24th day of MARCH, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school and other taxes, unless the said taxes, with interest and costs are paid before the sale.

Name of proprietors.—Cadastral Number.

Ames Packers Limited.—Part of lot No. 1239 for the South Ward.

Lizotte, Maximilien.—Lot No. 7 of the subdivision of lot No. 922 for the North Ward.

Preston, James.—Lot No. 33 of the subdivision of lot No. 899-159 for the East Ward.

Preston, James.—Lot No. 34 of the subdivision of lot No. 899-159 for the East Ward.

Sawyer, Mrs. G. O.—Lot No. 86 of the subdivision of lot No. 1537 for the West Ward.

Smith, G. F.—Lot No. 20 of the subdivision of lot No. 729 for the East Ward.

Ogilvy, Robert N.—Part of lot No. 945 and lots Nos 946 and 947 for the North Ward.

The above immoveable property forms part of the plan and book of reference of the City of Sherbrooke.

Given at Sherbrooke, P. Q., this 24th day of February, 1942.

ANT. DESLAURIERS,
492-9-2-o City Clerk.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Cour Supérieure, N° 1047
GEOORGES SOUTHER, **THIERE et al.**, demandeurs; vs **LES HÉRITIERS DE FEU MARCEL SOUTHER**, défendeurs; et **NOEL RENAUD et al.**, Mis-en-cause; et **N. H. DUNN**, curateur au délaissement.

Comme appartenant au mis-en-cause mais actuellement en la possession dudit curateur au délaissement.

Un certain terrain de forme rectangulaire, sis et situé sur le côté nord-est de la rue Dennison, en la cité de Granby, district de Bedford, mesurant trente-sept (37') pieds de largeur en front sur la rue Dennison, en la cité de Granby, par deux cent soixante-deux (262') pieds de profondeur, connu et désigné comme étant le trente-sept (37') pieds sud-est du lot numéro dix de la subdivision officielle du lot numéro originaire six cent neuf (609-10), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Granby, maintenant annexé à la cité de Granby, ledit terrain étant borné au nord-ouest par les quarante-cinq pieds et demi (45½' N.O.), nord-ouest dudit lot numéro six cent neuf-dix (609-10), au nord-est par le lot numéro six cent neuf, dix-neuf (609-19), au sud-ouest par la rue Dennison, et au sud-est par le lot numéro six cent neuf, onze, (609-11).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Famille de Granby, en la cité de Granby, dit district, le PREMIER jour d'AVRIL, 1942, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY.
 Sweetsburg, Que., ce 23 février, 1942.

497-9-2-0

[Première publication, 28 février 1942.]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: **R**AYMOND STE-MARIE, N° 204371, demandeur; vs **LES HÉRITIERS DE FEU HECTOR BOUDRIAS**, défendeurs.

a. La moitié sud-est d'une terre située dans la Paroisse St-Hubert, Co. Chambly, portant le numéro cinquante-trois (53) sur les plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse St-Hubert, située du côté nord-est du Chemin de Chambly, contenant cette moitié de terre trois arpents en front par toute la profondeur de la dite terre, moins la partie vendue au Gouvernement de la province de Québec, pour l'élargissement du chemin de Chambly, suivant contrat de vente par le dit Hector Boudrias au Gouvernement, passé devant Mtre J.-L.-E. Brais, notaire, en date du 26 octobre, 1936, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le N° 77080, laquelle moitié de terre est bornée en front par le chemin Chambly, en arrière par les terres de St-Bruno, d'un côté par le N° 54 des plan et livre de renvoi officiels susdits, et de l'autre côté par le résidu du dit lot N° 53 avec maison et autres dépendances dessus érigées.

b. Une terre située en la Paroisse St-Hubert, du côté sud-ouest du Chemin de Chambly, connue et désignée sous le numéro cent vingt-cinq (125) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse St-Hubert, circonstances et dépen-

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Superior Court, No. 1047
GEOORGES SOUTHER, **THIERE et al.**, plaintiffs; vs **THE HEIRS OF THE LATE MARCEL SOUTHER**, defendants; and **NOEL RENAUD et al.**, mis-en-cause; and **N. H. DUNN**, Curator to the abandonment.

As belonging to the mis-en-cause but actually in the possession of the said curator to the abandonment.

A certain lot of land of rectangular figure, lying and situate on the north-east side of Dennison street, in the City of Granby, District of Bedford, measuring thirty-seven (37') feet in width in front on Dennison street, in the City of Granby, by two hundred and sixty-two (262') feet in depth, known and designated as being the south-east thirty-seven (37') feet of lot number ten of the official subdivision of original lot number six hundred and nine (609-10), on the official cadastral plan and book of reference of the Township Granby, now annexed to the city of Granby, the said lot of land being bounded on the north-west by the north-west forty-five and one half feet (N.W. 45½') of said lot number six hundred and nine-ten (609-10), on the north-east by lot number six hundred and nine-nineteen (609-19), on the south-west by Dennison street, and on the south-east by lot number six hundred and nine, eleven (609-11).

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Famille de Granby, in the City of Granby, said district, on the FIRST day of APRIL, 1942, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sweetsburg, Que., this 23 February, 1942.

497-9-2

[First publication, February 28th, 1942.]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal; to wit: **R**AYMOND STE-MARIE, N° 204371, plaintiff; vs **THE HEIRS OF THE LATE HECTOR BOUDRIAS**, defendants.

a. The south-east half of a farm situate in the Parish of St-Hubert, County of Chambly, bearing number fifty-three (53) of the official plan and in the book of reference of the Parish of St-Hubert, situate on the north-east side of the Chambly Road, measuring, the said half of the farm, three arpents in front by the whole depth of the said farm, less that part sold to the Quebec Provincial Government, for the widening of the Chambly Road, according to deed of sale by the said Hector Boudrias to the Government, passed before Mtre J. L. E. Brais, Notary, under date the 26th October, 1936, registered in the Registry Office for the County of Chambly under No. 77080, the said half of the farm being bounded in front by the Chambly Road, in rear by the lands of St-Bruno, on one side by No. 54 of the aforesaid official plan and book of reference, and on the other side by the residue of said lot No. 53—with house and other dependencies thereon erected.

b. A farm situate in the Parish of St-Hubert, on the south-west side of the Chambly Road, known and designated under number one hundred and twenty-five (125) of the official plan and in the book of reference of the Parish of St-

dances, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble; à déduire cependant une lisière de terre située du côté sud du Chemin de Chambly et faisant partie du lot cent vingt-cinq des dits plan et livre de renvoi, vendue le 26 août, 1939 par le dit Hector Boudrias, au Ministère de la Voirie de la province de Québec.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Hubert, le DOUZE MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 4 février 1942. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 7 février 1942] 358-6-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, { PIERRE PAQUET;
N° 6111 vs ALPHONSE
DUMAIS, savoir:

Partie du lot N° cent soixante-dix-neuf (P. 179) au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, de 100 pieds de front sur 108 de profondeur dans la ligne ouest, et 120 dans la ligne est, mesure anglaise, borné au nord au chemin public, à l'ouest et au sud à Alfred Banville et à l'est partie à Dame Alfred St-Pierre et Alfred Banville, avec bâtisses sus construites et dépendances, à charge de la rente foncière.

Pour être vendue à la porte de l'église de Rimouski-Est (Quai), le TRENTE ET UN MARS prochain, 1942, à DIX heures de l'avant midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 25 février 1942. CHS. D'ANJOU.
[Première publication, 28 février 1942] 501-9-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, { L A CAISSE PO-
Province de Québec, { PULAIRE
District des Trois-Rivières, { DE ST-NARCIS-
N° 6635 SE, société coopé-
rative régie par la loi des Syndicats de Québec, ayant son siège social à St-Narcisse, Co. Champlain, district de Trois-Rivières, demanderesse; vs ROSAIRE VEILLETTE, autrefois de St-Stanislas, district de Trois-Rivières, et actuellement de St-Théophile du Lac, comté de Champlain, district des Trois-Rivières, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de St-Stanislas, de la contenance d'un arpent et demi de largeur, sur trente arpents de longueur, plus ou moins, avec ensemble une maison et autres bâtisses y érigées, laquelle terre est connue et désignée sous le numéro cinq cent quatre-vingt-un (581) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Stanislas.

2. Une autre terre, située au dit lieu de St-Stanislas, de la contenance d'un arpent de largeur, par trente arpents de longueur, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro cinq cent quatre-vingt-deux (582) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Stanislas.

3. Une autre terre, située en la paroisse de St-Narcisse, de la contenance d'un arpent de largeur, par trente arpents de longueur, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro trente-trois A (33A) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Narcisse.

Hubert, circumstances and dependencies, as the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable; to be deducted, however, a strip of land situate on the south side of the Chambly Road, and forming part of lot one hundred and twenty-five of the said plan and book of reference, sold the 26th August, 1939 by the said Hector Boudrias, to the Department of Roads of the Province of Quebec.

To be sold at the parochial church door of the Parish of St-Hubert, on the TWELFTH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, February 4, 1942. Sheriff.
[First publication, February 7, 1942] 358-6-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski, { PIERRE PAQUET;
No. 6111 vs ALPHONSE
DUMAIS, to wit:

Part of lot number one hundred and seventy-nine (Pt. No. 179) of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, measuring 100 feet in front by 108 in depth in the West line, and 120 in the East line, English measure, bounded on the North by the public road, on the West and South by Alfred Banville and on the East partly by Dame Alfred St-Pierre and Alfred Banville—with buildings thereon erected and dependencies, subject to ground rent.

To be sold at the church door of Rimouski-Est (Quai), on the THIRTY-FIRST day of MARCH next, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, February 25, 1942. Sheriff.
[First publication, February 28, 1942] 501-9-2

TROIS-RIVIERES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, { L A CAISSE PO-
Province of Quebec, { PULAIRE
District of Trois-Rivières, { DE ST-NARCIS-
No. 6635 SE, a cooperative
association governed by the Quebec Syndicates' Act, having its head office at St-Narcisse, County of Champlain, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs ROSAIRE VEILLETTE, heretofore of St-Stanislas, district of Trois-Rivières, and actually of St-Théophile du Lac, County of Champlain, district of Trois-Rivières, defendant.

1. A farm situate in the parish of St-Stanislas, measuring one arpent and one half in width, by thirty arpents in length, more or less, together with a house and other buildings thereon erected, the said farm is known and designated under number five hundred and eighty-one (581) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Stanislas.

2. Another farm, situate in the said parish of St-Stanislas, measuring one arpent in width by thirty arpents in length, more or less, known and designated under number five hundred and eighty-two (582) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Stanislas.

3. Another farm, situate in the parish of St-Narcisse, measuring one arpent in width, by thirty arpents in length, more or less, known and designated under number thirty-three A (33A) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Narcisse.

Pour être vendus, les immeubles décrits au paragraphe un et deux, à la porte de l'église de la paroisse de St-Stanislas, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS, 1942, à DIX heures du matin, et l'immeuble décrit au paragraphe trois, à la porte de l'église de la paroisse de St-Narcisse, le même jour, A MIDI.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 23 février, 1942. 498-9-2-o
[Première publication, le 28 février 1942]

To be sold, the immovables described in paragraphs one and two, at the church door of the parish of St-Stanislas, the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable described in paragraph three, at the church door of the parish of St-Narcisse, on the same day, at NOON.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, February 23, 1942. 498-9-2
[First publication, February 28, 1942]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 443

Québec, le 20 février 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant la prolongation de la durée du décret relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 521, du 5 février 1940, amendé par l'arrêté numéro 681, du 15 février 1940, et prolongé par l'arrêté numéro 3461, du 19 décembre 1941, relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec, soit de nouveau prolongé jusqu'au premier mai 1942.

A. MORISSET,
504-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 444

Québec, le 20 février 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif aux travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 805, du 8 mai 1939, et amendements, relatif aux travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière—soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 avril 1942.

A. MORISSET,
505-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 469

Québec, le 26 février 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand-Mère, la ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 443

Quebec, February 20th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the extension of the duration of the decree relating to the paint industry of the Province of Quebec.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that decree number 521, of February 5, 1940, amended by Order number 681, of February 15, 1940, and extended by Order number 3461, of December 19, 1941, relating to the paint industry of the Province of Quebec, be again extended until May 1, 1942.

A. MORISSET,
504-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 444

Quebec, February 20, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a new extension of the duration of the decree relating to the Montreal Harbour workers—inland navigation.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the duration of decree number 805, of May 8, 1939, and amendments, relating to the Montreal Harbour workers, inland navigation—be again extended until April 30, 1942.

A. MORISSET,
505-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 469

Quebec, February 26, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the cities of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand-Mère, the town of Louiseville and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective (chapitre 163, Statuts Refondus de Québec, 1941), une requête a été présentée au ministre du Travail par l'Union nationale catholique des maîtres-barbiers et coiffeurs inc., des Trois-Rivières et l'Union nationale catholique des employés barbiers et coiffeurs des Trois-Rivières, à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Union nationale catholique des maîtres-barbiers et coiffeurs inc., des Trois-Rivières,

Et, D'AUTRE PART:

L'Union nationale catholique des employés barbiers et coiffeurs des Trois-Rivières, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions décrites dans la livraison du 25 octobre 1941 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les dispositions de l'article 5 de la Loi, concernant la publication des avis, ont été dûment suivies;

Attendu que des objections ont été présentées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que ladite requête a été soumise à l'attention de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, conformément aux dispositions de l'arrêté fédéral C. P. 8527 et que les changements nécessaires ont été effectués pour donner suite à la décision de ladite Commission;

Attendu que le Conseil Régional du Travail en temps de guerre a approuvé sous la signature officielle de son officier dûment mandaté la présente requête comme n'étant contraire à aucune des dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C. P. 8253, amendé par C. P. 9514;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite loi de la convention collective (chapitre 163, S.R.Q. 1941), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la livraison du 25 octobre 1941, de la *Gazette officielle de Québec*.

I. *Définitions*: Dans le présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Le mot "barbier" désigne toute personne qui coupe la barbe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

b. Les mots "coiffeur" ou "coiffeuse" désignent toute personne qui:

1. exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de tresser, de griller, de coiffer, de teindre ou de décolorer les cheveux ou qui traite le cuir chevelu;

2. fait, transforme ou ajuste des perruques, des toupets, ou

3. au moyen de manipulation ou à l'aide de quelque appareil ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huiles ou glaise, masse, nettoie, stimule, manie,

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act (chapter 163, Revised Statutes of Quebec, 1941), a request has been presented to the Minister of Labour by "L'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs Inc.", of Three Rivers and "L'Union nationale catholique des Employés Barbiers et Coiffeurs" of Three Rivers, to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs Inc.", of Three Rivers,

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union nationale catholique des Employés Barbiers et Coiffeurs" of Three Rivers, for the employers and the employees in the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of October 25, 1941;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour in the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas objections to the said request have been set forth and subsequently submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the said request has been submitted to the Wartime Prices and Trade Board, pursuant to the provisions of the Federal Order P. C. 8527 and the required changes have been made in order to comply with the decision of the said Board;

Whereas the Regional War Labour Board has approved, under the official signature of its duly authorized officer, the present request as constituting no contravention of any one of the provisions of the Federal Order P. C. 8253, as amended by P. C. 9514;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted in conformity with the provisions of section 6 of the said Collective Agreement Act (Chapter 163, R.S.Q. 1941), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of October 25, 1941:

I. *Definitions*: In the present decree, the following terms shall have the significance herein-after given to them:

a. The word "barber" includes any one who shaves, cuts, clips, fixes, trims and sings the hair, washes the head by shampooing method, gives massages, manicures and gives face, skin, hands, hair or scalp treatments.

b. The words "male or female hairdresser" include any one who:

1. trims, curls, waves, weaves, broils, dresses, dyes or discolours the hair or who gives scalp treatment;

2. makes, changes or adjusts wigs, tufts of hair; or

3. by means of manipulation or with the help of any device or by using cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, massages, cleans, stimulates, handles, embel-

met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable, le visage, le cou, les bras, les mains et les ongles.

c. Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, tel que défini aux paragraphes "a" et "b" du présent article.

d. Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, seule et pour son propre bénéfice.

Note: Le barbier, le coiffeur ou la coiffeuse peuvent également donner des massages exclusivement faciaux.

e. Les mots "salon de barbier", "salon de coiffure", "salon de beauté", désignent tout endroit où l'on pratique les métiers de barbier, de coiffeur ou coiffeuse et tout endroit où l'on apprend les dits métiers.

II. *Jurisdiction: a. Jurisdiction professionnelle:* La juridiction professionnelle du présent décret s'applique à toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations définies dans l'article I du présent décret.

b. *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère, la ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Cette juridiction est divisée en trois (3) zones de la façon suivante:

Zone I: Les cités de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Zone II: Les cités de Shawinigan Falls et de Grand'Mère et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Zone III: La ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

III. *Taux de salaires:* Le salaire minimum pour le temps régulier est le suivant:

a. Les barbiers et coiffeurs pour hommes et pour femmes des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération hebdomadaire de \$15.00 plus 50% de toutes recettes au-dessus de \$22.00 faites par l'employé au cours de la semaine ou \$20.00 par semaine sans pourcentage.

b. Les coiffeuses pour dames des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération hebdomadaire de \$14.00.

c. Tout employé dont les services sont requis pour moins de cinq (5) jours durant une même semaine doit recevoir une rémunération basée sur le taux hebdomadaire de \$20.00; s'il travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine.

Cette disposition s'applique également aux coiffeuses pour dames selon le taux hebdomadaire déterminé pour ce métier.

d. Dans la zone I, le salaire des employés barbier-coiffeurs supplémentaires, les vendredis et samedis, est de 65% de toutes recettes provenant de leur travail.

e. *Indemnité de vie chère:* 1. A compter de la mise en vigueur du présent décret, tous les employeurs régis par ledit décret doivent payer à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque autre rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

lishes or arranges in any such manner, the face, neck, arms, hands and nails.

c. The word "apprentice" includes any one who learns the barber, male or female hairdresser trade, as defined in subsections "a" and "b" of the present section.

d. The word "artisan" includes any one practising the barber or hairdresser trades, alone and for his own benefit.

Note: The barber, the male or female hairdresser may also give massages exclusively facial.

e. The words "barber shop", "hairdressing parlor", "beauty parlor", designate any place where the barber's and male or female hairdresser's trades are practised and any place where such trades are being learned.

II. *Jurisdiction: a. Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the present decree shall cover all persons performing one or many of the operations defined in section I of the present decree.

b. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the cities of Three Rivers, Cap de la Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mere, the town of Louiseville, and the territory included within a radius of two (2) miles from their limits.

This jurisdiction is divided in three (3) zones as follows:

Zone I: The cities of Three Rivers and Cap de la Madeleine and the territory included within a radius of two (2) miles from their limits.

Zone II: The cities of Shawinigan Falls and Grand'Mere and the territory included within a radius of two (2) miles from their limits.

Zone III: The town of Louiseville and the territory included within a radius of two (2) miles from its limits.

III. *Rates of wages:* The minimum wages for regular time shall be the following:

a. In zones I, II and III barbers and male hairdressers for men and ladies shall receive a weekly remuneration of \$15.00 plus 50% of all receipts in excess of \$22.00 made by the employee during the week or \$20.00 per week without percentage.

b. Ladies' female hairdressers of zones I, II and III shall receive a weekly remuneration of \$14.00.

c. Any employee hired for less than five (5) days during the same week shall receive a remuneration based upon the weekly rate of \$20.00; if he works five (5) days or more, he shall be remunerated for the whole week.

This provision also applies to ladies' female hairdressers according to the weekly rate determined for this trade.

d. In zone I, the wages of extra barber hairdresser employees, on Friday and Saturday, is 65% of all receipts resulting from their work.

e. *Cost of living bonus:* 1. Effective on and after the coming into force of the present decree, all employers governed by the said decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. La hausse ou la baisse de l'indice est déterminée en points, à un-dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. Cette indemnité doit être versée pour chaque période de paie lors de la remise de salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i. Vingt-cinq cents par semaine pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de vingt-cinq dollars ou plus par semaine, et

ii. Un pour cent de leur salaire hebdomadaire de base pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de vingt-cinq dollars par semaine.

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le quinzième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement) en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

c) L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps dans la proportion du nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé au salaire de base par rapport au nombre d'heures pour cette période.

IV. *Prix minima des services:* a. Les employeurs professionnels et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Zone I

Cheveux:

Pour adultes, tous les jours de la semaine.	\$ 0.35
Rafraîchissement de coupe de cheveux par travail aux ciseaux.	.35
Pour enfants de moins de 15 ans:	
Les lundis, mardis, mercredis et jeudis	.15
Les vendredis, samedis et veilles de fêtes chômées	.25
Barbe	0.15
Traitement au vibreur sans massage	0.15
Manucure	0.50
Teinture des cheveux	3.00
Ondulation permanente	3.00
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.50
Ondulation au Komol ou au papier	0.75
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing	0.35
Shampooing sec	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonique	0.25
Auguisage de rasoir	0.25

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i. \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii. One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

c) The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period.

IV. *Minimum prices for operations:* a. The professional employers and the employees shall charge to the clients the following minimum prices for the operations hereinafter mentioned:

Zone I

Haircut:

For adults, every day of the week.	\$ 0.35
Scissor refreshing of haircut	0.35
For children under 15 years:	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.15
On Friday, Saturday and the eves of holidays	0.25
Shave	0.15
Vibrator treatment without massage	0.15
Manicure	0.50
Dyeing of hair	3.00
Permanent wave	3.00
Water wave or Marcel	0.50
Komol wave or paper wave	0.75
Singeing of hair	0.25
Shampoo	0.35
Dry shampoo	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonic	0.25
Razor sharpening	0.25

Zone II

Cheveux:

Pour adultes, tous les jours de la semaine	\$ 0.35
Pour enfants de moins de 15 ans:	
Les lundis, mardis, mercredis et jeudis	0.15
Les vendredis, samedis et veilles de fêtes chômées	0.25
Barbe	0.15
Traitement au vibreur, sans massage	0.15
Manucure	0.50
Teinture des cheveux	3.00
Ondulation permanente	3.00
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.50
Ondulation au Komol ou au papier	0.75
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing	0.35
Shampooing sec	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguillage de rasoir	0.25

Zone III

Cheveux:

Pour adultes:	
les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis	\$ 0.25
les samedis et veilles de fêtes chômées	0.35
Pour enfants de moins de 16 ans:	
les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis	0.15
les samedis et veilles de fêtes chômées	0.25
Barbe	0.15
Traitement au vibreur, sans massage	0.15
Manucure	0.50
Teinture des cheveux	3.00
Ondulation permanente	3.00
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.50
Ondulation au Komol ou au papier	0.75
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing	0.35
Shampooing sec	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguillage de rasoir	0.25

b. Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux mentionnés ci-dessus, soit à l'heure, soit au contrat, est nulle.

c. Cependant, dans la zone I, un barbier peut conclure un contrat particulier avec une communauté religieuse ou un sanatorium à des taux inférieurs à ceux stipulés dans le présent décret, à condition que ce travail s'accomplisse aux heures régulières de travail stipulées à l'article V et cela dans les communautés et au sanatorium même mais jamais au salon de barbier.

d. Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux énumérés ci-dessus ne peut être donné au client.

e. Aucun employeur n'a le droit de réduire les salaires des employés recevant plus que les salaires minima prévus à l'article III du présent décret, lors de la date de son entrée en vigueur.

V. *Durée du travail:* a. Pour les fins du présent décret, la durée des heures de travail pour les barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour hommes et dames est répartie de la façon suivante:

Zone II

Haircut:

For adults, every day of the week	\$ 0.35
For children under 15 years:	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.15
On Friday, Saturday and the eves of holidays	0.25
Shave	0.15
Vibrator treatment without massage	0.15
Manicure	0.50
Dyeing of hair	3.00
Permanent wave	3.00
Water wave or Marcel	0.50
Komol wave or Paper wave	0.75
Singeing of hair	0.25
Shampoo	0.35
Dry shampoo	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonic	0.25
Razor sharpening	0.25

Zone III

Haircut:

For adults:	
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	\$ 0.25
On Saturday and holiday eves	0.35
For children under 16 years:	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.15
On Friday, Saturday and the eves of holidays	0.25
Shave	0.15
Vibrator treatment without massage	0.15
Manicure	0.50
Dyeing of hair	3.00
Permanent wave	3.00
Water wave or Marcel	0.50
Komol wave or Paper wave	0.75
Singeing of hair	0.25
Shampoo	0.35
Dry shampoo	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonic	0.25
Razor sharpening	0.25

b. Any agreement for the purpose of reducing the rates hereinabove mentioned either on an hourly or contract basis shall be void.

c. However, in zone I a private contract may be entered into between a barber and religious institutions or a sanatorium stipulating lower rates than those provided for in the present decree, provided such work is performed during the regular working hours mentioned in section V and inside such institutions or sanatorium and never in the barber shop.

d. No object of any value whatsoever, with a view to reduce the above rates, may be given to a customer.

e. No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum wages provided for in section III of the present decree, at the time of its coming into force.

V.—*Duration of labour:*—

a. For the purposes of the present decree, the working hours for barbers, male and female hairdressers for ladies and gentlemen, is distributed in the following manner:

Zone I

Le lundi, de 8.00 a.m. à midi;
 Le mardi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le mercredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le jeudi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le vendredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le samedi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Zone II

Le lundi, de 8.00 a.m. à midi;
 Le mardi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le mercredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le jeudi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le vendredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Le samedi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Zone III

Le lundi, de 8.00 a.m. à midi;
 Le mardi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
 Le mercredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
 Le jeudi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
 Le vendredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
 Le samedi, de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

b. Pendant ces journées de travail, les employés doivent avoir une (1) heure pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir.

c. Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivants: le Premier de l'An, la fête de l'Épiphanie, le Jour de l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et la fête du Travail.

d. Nonobstant les dispositions du paragraphe "a" du présent article, les heures de travail se termineront à 8.00 p.m., le lundi précédant les fêtes de Noël et du Premier de l'An, lorsque ces fêtes tomberont le mardi ou le mercredi.

e. Dans le cas de mariage, il est permis de fournir des services aux mariés à n'importe quel temps.

f. Dans le cas de mortalité, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps aux membres de la famille du défunt: époux, épouse, père, mère, frères, sœurs.

g. Un barbier-coiffeur, obligé de raser tous les jours des malades qui ne peuvent se rendre au salon du barbier-coiffeur pendant une période de plus de deux semaines, peut aller raser lesdits malades les dimanches et jours de fêtes chômées.

Réserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

VI. *Apprentissage: Barbiers, coiffeurs et coiffeuses:* a. Aucun apprenti n'est accepté avant seize ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa cinquième année de cours élémentaire.

b. Dans aucun salon, il ne doit y avoir plus d'un (1) apprenti.

c. Le patron doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations des métiers afin d'en faire un ouvrier compétent.

d. L'apprentissage comporte un cours spécial d'hygiène de six (6) mois.

e. Aucune école de coiffure ne peut fonctionner conjointement avec un salon de coiffure ou un commerce d'accessoires de coiffure.

f. Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre un apprenti à son emploi dans la juridic-

Zone I

On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
 On Tuesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Wednesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Friday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Saturday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Zone II

On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
 On Tuesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Wednesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Friday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
 On Saturday, from 8.00 to 10.00 p.m.

Zone III

On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
 On Tuesday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
 On Wednesday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
 On Thursday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
 On Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
 On Saturday, from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

b. During those working days, employees shall have one (1) hour off for their noon meal and one (1) hour off for their evening meal.

c. No work shall be performed on Sunday and following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day and Labour Day.

d. Notwithstanding the provisions of subsection "a" of the present section, the working hours shall end at 8.00 p.m., on the Monday preceding Christmas and New Year's Day, when such holidays are Tuesdays or Wednesdays.

e. In cases of weddings, operations may be done for the married couple at any time.

f. In cases of mortality, operations may be done at any time for members of the family of the deceased: husband, wife, father, mother, brothers, sisters.

g. If a barber-hairdresser is obliged to shave every day sick persons not able to come to the barber shop and this, during a period exceeding two weeks, he shall be allowed to shave the said persons on Sundays and on holidays.

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in barber shops and in beauty and hairdressing parlors must not, in any case, constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations established by competent municipalities.

VI. *Apprenticeship: Barbers, male and female hairdressers:*—

a. No apprentice shall be accepted before being sixteen years of age. He or she must have completed his or her fifth elementary grade.

b. No parlor shall be entitled to more than one (1) apprentice.

c. The employer must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade in order that he or she may finally become a competent worker.

d. The apprenticeship necessitates a special hygiene course of six (6) months.

e. No hairdressing school shall operate jointly with a beauty parlor or a hairdressing accessory enterprise.

f. No employer or other person shall be allowed to take an apprentice in his employ, within

tion territoriale du présent décret, si, préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le Comité paritaire.

g. Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron doit inscrire dans un carnet *ad hoc* la date d'entrée et de sortie de son apprenti et il doit remettre à l'apprenti un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

h. *Salaire des apprentis*: Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

Zones I, II et III

Durant le 2 ^{ème} semestre	\$ 5.00
Durant le 3 ^{ème} semestre	7.50
Durant le quatrième semestre	10.00

i. Au cas où un patron veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, l'apprenti doit en donner avis au comité paritaire au moins une semaine à l'avance.

VII. *Durée du décret*: Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période de douze (12) mois à compter de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties ne donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins trente (30) jours avant sa date d'expiration. Tel avis doit également être transmis au ministre du Travail de la province de Québec.

A. MORISSET,

513-o Greffier du Conseil Exécutif.

the territorial jurisdiction of the present decree, if previously, a contract of apprenticeship has not been entered into with such apprentice, his parents or guardians, before the Parity Committee.

g. In order to check the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one parlor to another, the employer shall inscribe in a booklet *ad hoc* the date of the beginning and of the finishing of the employment of the apprentice. Moreover, the employer shall remit to the apprentice a duplicate of such dates.

h. *Wages of apprentices*: The weekly wages for apprentices shall be the following:

Zone I Zones II and III

After six months	\$ 5.00
After twelve months	7.50
After eighteen months	10.00

i. Should the employer desire to dispense with the services of an apprentice who has been more than eight (8) days in his employ, the apprentice must give notice thereof to the Parity Committee at least one week in advance.

VII. *Duration of the decree*: The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall so remain for a period of twelve (12) months from that date. It shall then renew itself automatically, from year to year, unless one of the contracting parties give notice to the other of its intention to revoke same, at least thirty (30) days before the date of its expiration. Such notice must also be sent to the Department of Labour of the Province of Quebec.

A. MORISSET,

513-o Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la peinture, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 889, du 23 février 1940, prolongé par l'arrêté numéro 3457, du 19 décembre 1941, a été de nouveau prolongé jusqu'au premier mai 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté numéro 441, du 20 février 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 février 1942. 507-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 2388, du 21 juin 1940 et subséquemment prolongé jusqu'au premier mars 1942, a été de nouveau prolongé jusqu'au 30 avril 1942, par l'arrêté numéro 440, du 20 février 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 février 1942. 511-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Paint Industry, authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 889, of February 23, 1940, extended by Order number 3457, of December 19, 1941, has again been extended until May 1, 1942, with the same rate and conditions, by Order number 441, of February 20, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28th, 1942. 507-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 2388, of June 21, 1940, and subsequently extended until March 1, 1942, has again been extended until April 30, 1942, by Order number 440, of February 20, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28th, 1942. 511-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le comité paritaire de l'industrie du lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 1017, du 15 juin 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 422, du 19 février 1942, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (Chapitre 163, S.R.Q. 1941), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du premier mars 1942 au premier mars 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie du lait, assujettis audit décret numéro 1017, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs employés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire par eux gagné en remplaçant un salarié assujetti audit décret.

c) Tous les salariés de l'industrie du lait, régis par ledit décret numéro 1017, doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1942.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'Industrie du lait de Québec, pour la période comprise entre le premier mars 1942 et le premier mars 1943.

BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DU QUÉBEC

Pour la période comprise entre le premier mars 1942 et le premier mars 1943.

Revenus Probables:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	\$ 1,750.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	\$ 1,750.00
	\$ 3,500.00

Dépenses Probables:

Loyer.....	\$ 360.00
Salaires du secrétaire-trésorier.....	960.00

NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of the Milk Industry of Quebec formed under decree No. 1017, of June 15, 1938, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council No. 422, February 19, 1942, in conformity with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (Q.R.S. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:—

1. Assessments

The period of levy shall extend from March 1, 1942, to March 1, 1943; it shall be laid in the following manner:

(a) The professional employers of the milk industry, governed by the decree No. 1017, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

(b) The artisans subject to the said decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages which they earn in replacing an employee subject to the said decree.

(c) The employees of the milk industry, governed by the decree No. 1017, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of Collection

The professional employer and the artisan shall send their assessments every month to the Parity Committee.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages paid to them and remit same to the Parity Committee together with his own assessments.

Should an employer refuse to pay or give the necessary information, a delay of five (5) days shall be granted to permit the fulfilling of his obligations toward the Parity Committee.

3. Financial Report

Under Section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour of the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1942.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, for the period comprised between March 1, 1942, and March 1, 1943.

BUDGET OF THE PARITY COMMITTEE OF THE MILK INDUSTRY OF QUEBEC

For the period between March 1, 1942 and March 1, 1943.

Probable Receipts:

Professional employers' assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	\$ 1,750.00
Employees' assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	\$ 1,750.00
	\$ 3,500.00

Probable Expenses:

Rent.....	\$ 360.00
Salary of Secretary Treasurer.....	960.00

Salaires de l'inspecteur.....	1,300.00	Salary of the inspector.....	1,300.00
Dépenses inspection.....	150.00	Inspection expenses.....	150.00
Sténographe.....	180.00	Stenographer.....	180.00
Audition.....	50.00	Audition.....	50.00
Papeterie.....	50.00	Stationery.....	50.00
Timbres.....	25.00	Stamps.....	25.00
Dépenses non prévues.....	425.00	Unforeseen expenses.....	425.00
	\$ 3,500.00		\$ 3,500.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 février, 1942. 515-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28th, 1942. 515-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

Le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 692, du 7 mai 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 442, du 20 février 1942, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (Chapitre 163, S.R.Q. 1941), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1942 au 28 février 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixés et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées audit comité.

Les employeurs professionnels, de même que l'artisan, doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel de même que de l'artisan doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire avant le 5 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations

The Building Trade Joint Committee of the Eastern Townships District formed under decree No. 692, of May 7th, 1938, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council No. 442, of February 20th, 1942, in conformity with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (Q.R.S. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:—

1. Assessments

The period of levy shall extend from March 1, 1942, to February 28, 1943; it shall be laid in the following manner:

(a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

(b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeymen receiving the lowest pay.

(c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers and the artisans with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employers and the artisans shall see that the reports be filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employers governed by the decree shall collect, at the expiration of each week, in behalf of the Parity Committee, the assessments imposed on employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer and that of the artisan shall be signed before they be sent to the Parity Committee. The Committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee before the 5th day of each month.

3. Financial Report

Under Section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit

financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1942.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er mars 1942 et le 1er mars 1943.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS DE L'EST.

État des Recettes et des Dépenses pour la période comprise entre le 1er mars 1942 et le 1er mars 1943.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$ 6,500.00
Cotisation des artisans.....	300.00
Cotisation des salariés.....	7,500.00
Recettes diverses.....	700.00
	\$15,000.00

Dépenses:

Secrétaire.....	2,320.00
salaire.....	\$ 1,820.00
dépenses.....	500.00
Dépenses inspecteurs.....	2,500.00
Salaires des inspecteurs.....	4,680.00
Commis.....	930.00
Loyer.....	300.00
Jetons de présence aux délégués.....	500.00
Téléphone.....	150.00
Poste.....	150.00
Frais légaux.....	800.00
Vérification.....	80.00
Echange.....	100.00
Impression et papeterie.....	300.00
Ameublement.....	500.00
Divers.....	525.00
Bureau des examinateurs.....	450.00
Assurance chômage.....	65.00
Bonus.....	650.00
	\$ 15,000.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 février, 1942. 514-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie et de la Pâtisserie de Granby, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1847, du 10 septembre, 1938, et ses amendements:

Que l'article IIIA suivant soit ajouté:

"IIIA.—1.—A partir du 15 février 1942, tous, les employeurs assujettis au décret paieront à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1942.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of the Eastern Townships District for the period comprised between March 1, 1942, and March 1, 1943.

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the Receipts and disbursements for the period between March 1, 1942, and March 1, 1943.

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$ 6,500.00
Artisans' assessments.....	300.00
Employees' assessments.....	7,500.00
Various receipts.....	700.00
	\$15,000.00

Expenses:

Secretary.....	2,320.00
Salary.....	\$ 1,820.00
Expenses.....	500.00
Expenses of inspectors.....	2,500.00
Salary of inspectors.....	4,680.00
Clerk.....	930.00
Rent.....	300.00
Meeting expenses.....	500.00
Telephone.....	150.00
Postal expenses.....	150.00
Legal charges.....	800.00
Audition.....	80.00
Exchange.....	100.00
Printing and stationery.....	300.00
Furniture.....	500.00
Miscellaneous.....	525.00
Board of examiners.....	450.00
Unemployment insurance.....	65.00
Bonus.....	650.00
	\$ 15,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1942. 514-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Baking and Pastry Making Industry of Granby has presented to him a request to amend decree number 1847, of September 10, 1938, and its amendments, in the following manner:

The following section IIIA to be added:

"IIIA.—1.—Effective on and after February 15th, 1942, all employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère devra être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

(1)—\$0.25 par semaine, pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(2)—De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4.—L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941; lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la dite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 février, 1942. 506-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire de l'Industrie du Bâtiment de l'Abitibi, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1132, du 9 mai, 1941, et ses amendements:

Que l'article IIIA suivant soit ajouté:

"IIIA.—1.—A partir du 15 février 1942, tous les employeurs assujettis au décret paieront à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(1)—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(2)—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basis wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1942. 506-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Building Trades of l'Abitibi, has presented to him a request to amend decree number 1132, of May 9, 1941, and its amendments, in the following manner:

The following section IIIA to be added:

"IIIA.—1.—Effective on and after February 15th, 1942, all employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such

du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère devra être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

(1)—\$0.25 par semaine, pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(2)—De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4.—L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941; lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la dite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 février, 1942. 508-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des matériaux de construction, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2446, du 25 juin 1940, et ses amendements:

Que l'article IIIA suivant soit ajouté:

"IIIA.—1.—A partir du 15 février 1942, tous les employeurs assujettis au décret paieront à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps

index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(1)—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(2)—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basis wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1942. 508-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Building Materials Joint Committee has presented to him a request to amend decree number 2446, of June 25, 1940, and its amendments, in the following manner:

The following section IIIA to be added:

"IIIA.—1.—Effective on and after February 15th, 1942, all employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus

de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère devra être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

(1)—\$0.25 par semaine, pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(2)—De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4.—L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941; lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la dite requête.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 28 février, 1942.

509-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des métiers de la construction du comté de Terrebonne, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1715, du 23 avril, 1940, et ses amendements:

Que l'article IIIB suivant soit ajouté:

"IIIB.—1.—A partir du 15 février 1942, tous les employeurs assujettis au décret paieront à leurs employés autres que ceux d'un rang plus

basé on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(1)—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(2)—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, February 28, 1942.

509-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Building Industry Joint Committee of the County of Terrebonne, has presented to him a request to amend decree number 1715, of April 23, 1940, and its amendments, in the following manner:

The following section IIIB to be added:

"IIIB.—1.—Effective on and after February 15th, 1942, all employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those

élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère devra être versé pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

(1)—\$0.25 par semaine, pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(2)—De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4.—L'indemnité ne sera versé que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941; lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la dite requête.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 février 1942.

510-0

occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(1)—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(2)—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basis wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1942.

510-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 9

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	795
ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:	
Giroux vs Van Droogenbroecke.....	815
ARRÊTÉS EN CONSEIL:	
443—Industrie de la peinture dans la province de Québec.....	827

Index of the Quebec Official Gazette, No. 9

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	795
ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
Giroux vs Van Droogenbroecke.....	815
ORDERS IN COUNCIL:	
443—Paint industry of the Province of Quebec.....	827

469—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, etc.	827	469—Barber and hairdresser trades in the cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, etc.	827
444—Travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière.	827	444—Montreal Harbour workers—Inland and coastal navigation.	827
ASSEMBLÉE:		MEETING:	
The Canada and Gulf Terminal Railway Company.	815	The Canada and Gulf Terminal Railway Company.	815
ASSURANCES:		INSURANCES:	
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estecourt	815	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estecourt	815
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville.	816	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville.	816
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Bégin, canton de.	816	Bégin, township of.	816
Discours du Trône.	817	Speech from the Throne.	817
Lac Frontière, municipalité de.	816	Lac Frontière, municipality of.	816
Les Produits Laitiers Laurentide Limitée.	817	Les Produits Laitiers Laurentide Limitée.	817
Présidents d'élection.	816	Returning-officers.	816
South Shore Homes & Lands, Limited.	817	South Shore Homes & Lands, Limited.	817
Syndicat des Employés de la Canada Paper Co.	819	Syndicat des Employés de la Canada Paper Co.	819
BUREAUX-CHEFS:		CHIEF-OFFICES:	
Douglas Investments Limited.	819	Douglas Investments Limited.	819
Les Produits Laitiers Laurentide Limitée	819	Les Produits Laitiers Laurentide Limitée.	819
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Allecity Agencies Limited.	820	Allecity Agencies Limited.	820
Les Fermes de Montréal, Limitée.	820	Les Fermes de Montréal, Limitée.	820
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Belleterre, ville de.	807	Belleterre, town of.	807
Boudrias, Albani.	805	Boudrias, Albani.	805
Chicoutimi, cité de.	807	Chicoutimi, city of.	807
Commissaires d'écoles de Shawinigan Falls	806	School Commissioners of Shawinigan Falls	806
Commission des Ecoles catholiques de Montréal.	803	Montreal Catholic School Commission.	803
Corporation des Techniciens de la province de Québec.	805	Corporation of Technicians of the Province of Quebec.	805
East-Angus, ville de.	808	East-Angus, town of.	808
La Corporation de Prêt et Revenu.	803	La Corporation de Prêt et Revenu.	803
L'Ange-Gardien, village de.	803	L'Ange-Gardien, village of.	803
L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde <i>et al.</i>	809	L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde <i>et al.</i>	809
Montréal, cité de.	805	Montreal, city of.	805
Princeville, village de <i>et al.</i>	808	Princeville, village of <i>et al.</i>	808
Québec, cité de.	807	Quebec, city of.	807
Rock Island, village de <i>et al.</i>	820	Rock Island, village of <i>et al.</i>	820
Saint-Jérôme, ville de.	804	Saint-Jérôme, town of.	804
Saint-Joseph d'Alma, ville de.	808	Saint-Joseph d'Alma, town of.	808
Shawinigan Falls, cité de.	806	Shawinigan Falls, city of.	806
Succession Hon. J.-B.-R. Fiset.	806	Estate of Hon. J.-B.-R. Fiset.	806
Succession James McCready.	808	Estate of James McCready.	808
Succession James Redmond.	807	Estate of James Redmond.	807
Trois-Rivières, cité de.	804	Trois-Rivières, city of.	804
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:	
Ste-Claire, munic. scolaire.	820	Ste-Claire, school munic.	820
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:	
Notre-Dame des Anges de Stanbridge, paroisse de.	821	Notre-Dame des Anges de Stanbridge, parish of.	821
ERRATUM:		ERRATUM:	
Métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.	821	Printing trades in the Montreal District.	821
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Club Social Luxor Incorporé.	796	Club Social Luxor Incorporé.	796
Jos. Renaud Limitée.	797	Jos. Renaud Limitée.	797

Kiwanis Club of Rouyn.....	797	Kiwanis Club of Rouyn.....	797
Montreal Hearing Aids Bureau Inc.....	798	Montreal Hearing Aids Bureau Inc.....	798
Paris Fur Co. Inc.....	798	Paris Fur Co. Inc.....	798
Pats Athletic Clubs Inc.....	799	Pats Athletic Clubs Inc.....	799
Pearce Insurance Agencies Limited.....	799	Pearce Insurance Agencies Limited.....	799
Restaurant Normandie, Inc.....	800	Restaurant Normandie, Inc.....	800
Savannah Confectionery Limited.....	800	Savannah Confectionery Limited.....	800
Steamship Gear Limited.....	801	Steamship Gear Limited.....	801
Tardif & Saurette Inc.....	801	Tardif & Saurette Inc.....	801
Yeshivah Merkaz Torah b'Montreal— Central Rabbinical Seminary of Mont- real.....	802	Yeshivah Merkaz Torah b'Montreal— Central Rabbinical Seminary of Mont- real.....	802
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
Fenox Company Limited.....	821	Fenox Company Limited.....	821
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole de Beurrerie & Fromagerie de Ste-Gertrude.....	821	Société Coopérative Agricole de Beurrerie & Fromagerie de Ste-Gertrude.....	821
Société Coopérative Agricole de Saint-An- dré d'Acton.....	822	Société Coopérative Agricole de Saint-An- dré d'Acton.....	822
MINISTÈRE DU TRAVAIL:		DEPARTMENT OF LABOUR:	
Industrie de la boulangerie et de la pâtis- serie de Granby.....	836	Baking and pastry industry of Granby....	836
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est.....	835	Building industry of the Eastern Town- ships District.....	835
Industrie de la peinture.....	833	Paint industry.....	833
Industrie du bâtiment de l'Abitibi.....	837	Building industry of Abitibi.....	837
Industrie du lait de Québec.....	834	Milk industry of Quebec.....	834
Matériaux de construction.....	838	Building materials.....	838
Métiers de la construction du comté de Terrebonne.....	839	Building trades of the county of Terrebon- ne.....	839
Navigation côtière et intérieure du port de Montréal.....	833	Inland and coastal navigation of the Port of Montreal.....	833
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
Karpman vs Leone.....	822	Karpman vs Leone.....	822
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Castagnier, canton de.....	822	Castagnier, township of.....	822
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Express Company.....	824	Canadian Pacific Express Company.....	824
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Auclair vs Dagenais <i>et al</i>	809	Auclair vs Dagenais <i>et al</i>	809
Ball <i>et al</i> vs Ball <i>et al</i>	814	Ball <i>et al</i> vs Ball <i>et al</i>	814
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Sherbrooke, cité de.....	824	Sherbrooke, city of.....	824
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Bedford:</i>		<i>Bedford:</i>	
Southière <i>et al</i> vs Héritiers Marcel Sou- thière.....	825	Southière <i>et al</i> vs Heirs of Marcel Sou- thière.....	825
<i>Montréal:</i>		<i>Montreal:</i>	
Ste-Marie vs Héritiers Hector Boudrias..	825	Ste-Marie vs Heirs of Hector Boudrias... 825	
<i>Rimouski:</i>		<i>Rimouski:</i>	
Paquet vs Dumais.....	826	Paquet vs Dumais.....	826
<i>Trois-Rivières:</i>		<i>Trois-Rivières:</i>	
La Caisse Populaire de St-Narcisse vs Veil- lette.....	826	La Caisse Populaire de St-Narcisse vs Veil- lette.....	826

517-o

517-o